

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LES ACTES

JEUDI 20 JUIN 2019
PIC DU MIDI (HAUTES-PYRÉNÉES)



Assemblée générale

—
20 JUIN 2019 – PIC DU MIDI




ANMSM
ASSOCIATION NATIONALE DES
MAIRES DES STATIONS DE MONTAGNE

Sommaire

6	Mots d'accueil
9	Rapport moral du Président <i>Charles Ange GINESY, Président de l'ANMSM</i>
14	La Promotion de la montagne <i>Jean-Luc BOCH, Président de France Montagnes</i>
16	Impact du milieu de la montagne sur la santé - tour d'horizon des études mondiales <i>Lionel FLASSEUR, Directeur d'Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme</i>
18	Tables rondes
18	Ouverture <i>Charles Ange GINESY, Président de l'ANMSM</i> <i>Alexandre MAULIN, Président de Domaines Skiables de France</i>
20	Quels investissements les stations de montagne doivent-elles privilégier pour pérenniser la saison d'hiver et diversifier l'activité ?
34	Ressource en eau et neige de culture : mythes et réalité
54	Conclusion <i>Charles Ange GINESY, Président de l'ANMSM</i>
56	Clôture <i>Jean-Baptiste LEMOYNE, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères</i>





Mots d'accueil

JACQUES BRUNE, PRÉSIDENT DU SYNDICAT MIXTE POUR LA VALORISATION DU PIC DU MIDI DE BIGORRE

Merci d'avoir pensé que le Pic du Midi pouvait vous accueillir. Je sais que vous êtes venus en reconnaissance il y a maintenant 2 ans. L'équipe avait à cœur que vos stations de montagne puissent un jour se réunir ici, sur le Pic du Midi. Le Syndicat mixte, que je préside, a été créé il y a un peu plus de 20 ans. Il est dédié à ce site que vous découvrez aujourd'hui. Nous pouvons en être fiers. C'est le Syndicat mixte qui a permis de sauver un site que l'Institut National des Sciences avait décidé d'abandonner. Aujourd'hui, nous avons réconcilié sur le site la science et le tourisme. Nous avons franchi l'année dernière le cap des 20 ans d'exploitation. Nous sommes aujourd'hui dans une deuxième génération, parce que nous avons dû nous adapter à notre clientèle en particulier à la clientèle internationale.

Le Pic du Midi s'est nourri de projets scientifiques. Hier encore, nous étions avec l'Université d'Aix-Marseille et l'Université de Montpellier. Vous êtes en ce moment sous des capteurs. Ces capteurs mesurent le rayonnement cosmique. Vous le verrez dans l'espace muséographique. La Région investit beaucoup pour le télescope de 2 mètres par exemple. L'État et la Région ont beaucoup fait et font beaucoup. La science est largement assurée pour les 20 ans qui viennent. Nous sommes dans un site emblématique, ouvert à toute saison. Nous avons un tourisme 4 saisons qui est précurseur de tout ce que nous devons faire dans nos massifs. Nous le savons ici aussi dans nos départements et sur la chaîne des Pyrénées. C'est un bel exemple, que nous sommes fiers de vous montrer.

Nous avons encore des projets pour 20 ans. L'un peut vous concerner. Nous voulons une reconnaissance internationale. Nous sommes en train de travailler avec l'UNESCO. Vous êtes ici dans le plus vieil observatoire de haute montagne du monde. Nous nous prévalons de ce titre. Nous avons travaillé sur une réserve internationale de ciel étoilé, dossier pour lequel le Département s'est beaucoup investi, en particulier sur les thématiques de l'éclairage nocturne. Ce débat concerne 270 communes. Nous sommes aujourd'hui dans la première réserve internationale de ciel étoilé de France. C'est quelque chose qui peut vous intéresser. Charles Ange Ginésy vous en parlera. Au regard des contingences que l'on nous impose aujourd'hui, il y a vraiment une dynamique autour de la problématique du ciel étoilé. Nous sommes très fiers de la porter ici avec cette réserve.

Je vous souhaite une très belle Assemblée Générale et un bon séjour sur un site qui a été aménagé à la fois pour le tourisme et pour la science ce dont nous sommes très fiers. Merci à tous.

CLAUDE CAZABAT, MAIRE DE BAGNÈRES-DE-BIGORRE

C'est un honneur et un plaisir de recevoir l'Association des Maires de Stations de Montagne. L'altitude de Bagnères est de 550 mètres dans la vallée jusqu'au Pic du Midi à 2 877 mètres. C'est une sorte de croissant, une commune étendue sur 12 500 hectares et qui compte 8 000 habitants. 9 000 touristes viennent y fréquenter ses établissements thermaux. Bagnères fait partie de la Communauté de communes de Haute-Bigorre, dont Jacques Brune est le Président. Celle-ci compte des stations de dimensions plus modeste que les stations alpêtres. Nous avons la chance d'être sur un territoire emblématique avec le Pic du Midi ce qui nous permet d'avoir de nombreux projets. Bagnères-de-Bigorre bénéficie d'un tissu industriel, associatif et sportif particulièrement riche. Nos atouts en matière de tourisme doivent nous permettre de renforcer l'attractivité de notre territoire.

Encore merci de votre présence au Pic de Midi. Je vous souhaite une belle Assemblée Générale.



JEAN-BERNARD SEMPASTOUS, DÉPUTÉ DES HAUTES-PYRÉNÉES

Merci à vous tous. Je parle en mon nom, mais aussi au nom de Jeanine Dubié. Il y a une particularité sur le Pic du Midi : c'est la jointure de deux circonscriptions. Nous partageons le Pic du Midi : 75 % pour moi et 25 % pour elle. Elle m'a demandé de prendre la parole pour elle.

Je suis très heureux d'être là et même un peu ému. Il y a 3 ans nous avons commencé à travailler sur cette Assemblée générale au Pic du Midi, avec Jean-Henri Mir et Charles Ange Ginésy. Nous t'avions accueilli avec notre équipe pour te montrer les atouts de la station. Tu étais venu l'hiver, tu as pu voir le domaine skiable et ce magnifique ciel sous les étoiles. Je suis très heureux de vous accueillir et très heureux que mes collègues députés aient suivi, y compris quelques députés des Alpes. Ce n'était pas simple. Il y a ici des gens pour vous accompagner et pour vous aider. Quand j'étais maire, j'avais trouvé auprès de l'Association une écoute. Je voulais te remercier. Quand on est maire, c'est important d'avoir des moyens et de s'ouvrir sur des associations. J'étais très impliqué dans les établissements thermaux. Ces associations nous permettent de nous ouvrir et de voir un peu plus loin que notre petit bout de vallée. C'est très important pour nous, élus, en particulier lorsque nous sommes à l'Assemblée Nationale. Cette expertise que nous avons apprise sur nos territoires grâce à l'Association nous permet de défendre la montagne au sein de l'Assemblée Nationale. Je suis très heureux aussi d'accueillir cette après-midi Jean-Baptiste Lemoyne qui nous fait l'honneur d'être présent. Merci à vous

MICHEL PÉLIEU, PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Je vous souhaite la bienvenue à vous tous, notamment aux maires du massif alpin. Nous avons l'impression d'être tout petits à côté des stations alpines. Sachez que les sports d'hiver restent quelque chose d'important dans les Hautes-Pyrénées. Nous sommes persuadés que le ski a un bel avenir. En même temps, en étant ici au Pic du Midi, nous sommes dans un site emblématique, en matière estivale. De cet endroit, nous pouvons admirer et contempler tous les paysages qui nous entourent.

Nous nous efforçons de promouvoir la montagne en été par des circuits, par des itinéraires qui englobent le Pic du Midi, mais qui débordent largement du Pic du Midi, puisque nous déroulons jusque vers le versant espagnol. Nous sommes un département frontalier avec l'Espagne. Nous avons créé des itinéraires de découverte sur les versants sud et nord des Pyrénées. C'est quelque chose qui fonctionne très bien et qui nous permet d'aller découvrir ces territoires. Nous pouvons aller sur les massifs et promouvoir tous les produits agroalimentaires et identitaires de ces deux territoires.

Nous avons créé une marque qui s'appelle HaPy Saveurs. Ce sont des bouchers, des charcutiers, des restaurateurs. Le restaurant du Pic du Midi est labellisé HaPy Saveurs, ce qui signifie qu'il privilégie des produits des Hautes-Pyrénées. Nous avons une volonté de promouvoir et de faire en sorte qu'un produit fabriqué localement soit consommé localement. Cela fait partie de nos politiques. Nous aurons l'occasion d'en reparler tout à l'heure. Je souhaite que ces heures que vous allez passer ici soient profitables. Je remercie le Président de l'ANMSM et Jean-Henri Mir qui est votre représentant local. Je remercie l'association pour son soutien.

Merci à vous.



Rapport moral du Président

CHARLES ANGE GINESY, PRÉSIDENT DE L'ANMSM

Tout d'abord, je salue la présence des députés. Je retrouve ici avec un plaisir immense Jeanine Dubié. C'était déjà le cas en décembre 2016. Nous avons partagé les bancs du Parlement lors du débat sur l'acte II de la loi Montagne. Cela a été un grand moment. Je la retrouve ici avec beaucoup de plaisir, d'autant que l'ANEM ne peut pas être présente, car elle tient son Comité directeur, mais Jeanine Dubié la représente. Pascale Boyer est également ici, ainsi que Frédérique Lardet, Marion Lenne, Jean-Bernard Sempastous qui vient de s'exprimer et Xavier Roseren. Je retrouve d'autant plus volontiers Jean-Bernard Sempastous et Xavier Roseren qu'ils étaient deux membres très actifs du Conseil d'administration de l'ANMSM, en tant que maire de Bagnères-de-Bigorre et en tant que maire des Houches. Saluons également le maire, Claude Cazabat, qui nous a reçus magnifiquement bien dans cette belle mairie où nous avons tenu un Conseil d'administration, avec des idées de débats pour les deux tables rondes qui suivront. Ce sera aussi l'occasion pour moi de transmettre des messages forts de la part des membres du Conseil d'administration à notre Secrétaire d'État qui nous rejoindra cet après-midi.

Je veux dire également à Jacques Brune combien je suis heureux de le retrouver ici et de nous retrouver ici. C'est à l'occasion d'une visite que Jean-Henri Mir organisait dans les Pyrénées que nous avons décidé de venir. Je veux saluer ici l'ensemble des maires qui nous ont rejoints, mais également ceux qui ne sont pas forcément adhérents (il reste des maires des Pyrénées qui restent encore en attente d'adhésion). Nous sommes véritablement séduits par la hauteur du Pic du Midi, qui nous donne plus envie de rester dehors que dedans, quoique cet après-midi la pluie nous fera peut-être rester volontiers dedans lors des tables rondes. C'est un véritable plaisir de vous retrouver tous ici. Je remercie Madame la sous-préfète qui vient de nous rejoindre, ainsi qu'Alexandre Maulin Président de DSF. Il est important pour notre unité que vous ayez fait le chemin pour rejoindre l'Association des maires de station, comme il est important d'avoir le représentant des écoles de ski. Il y a énormément de monde autour des maires. Nous aurons avec Jean-Luc Boch une présentation de l'action de France Montagnes. Le rôle de l'Association des maires de station de montagne est important pour vendre notre montagne, mais nous ne la vendons pas seuls. Nous sommes véritablement associés avec nos partenaires.

Cette Assemblée générale est située à une très belle altitude. Je ne peux que m'en réjouir. Ces dernières années, nous avons voulu être présents partout. Nous avons été présents à Digne-les-Bains, à Nice, à Bagnères, à Pralognan-la-Vanoise, à La Bresse, ce qui nous a permis de consolider l'ancrage de l'ANMSM, à Valberg et à Grenoble. Aujourd'hui, nous nous retrouvons ici dans les Pyrénées.

C'est quelque chose que nous devons à Jean-Bernard Sempastous. Sincèrement, ce matin, je pense que nous avons été séduits dans la télécabine, partant de Bagnères sous la pluie, et arrivant ici sous le soleil. Pouvoir retrouver ces paysages nous donnera de l'altitude pour réfléchir.

Nos amis sont ici pour échanger. Cela se passera cette après-midi sur la question des investissements de nos stations. Nous voyons bien qu'il y a des mutations et des adaptations qu'il faut savoir faire, à la fois parce que le comportement de nos clients change et à la fois parce que notre environnement change. Nous aurons également la venue du Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne, que j'apprécie particulièrement. Je vois par sa présence et par sa venue l'intérêt qu'il peut porter à ce territoire et aux préoccupations qui sont les nôtres. Pour ma part, j'ai deux préoccupations, que j'ai toujours partagées, depuis que j'ai pris la succession de Gilbert Blanc-Tailleur.

Ma première préoccupation, c'est le numérique. Je pense que la révolution numérique nous touche. Nous avons essayé de nous adapter avec l'Association. On ne peut pas prêcher ce que l'on ne pratique pas. Nous avons mis en place le télétravail et mis en place cette possibilité qui est donnée aux maires aujourd'hui de participer à nos travaux via la visioconférence rue de Madrid. C'est une pratique qui s'installe petit à petit. Cela n'a pas été simple dès le début. Je suis sensible au numérique par rapport aux smart stations. Je veux le dire, même si les maires ne sont pas là. Montgenèvre fait la démonstration que nous pouvons aller plus vite et plus loin. La station de Chamrousse nous le démontre également. Je fais le même travail à Valberg. D'autres le font aussi. La révolution du numérique n'est pas une révolution anodine. Ce n'est pas uniquement par l'utilisation de nos téléphones portables que les choses se passent. Je pense que la naissance de l'intelligence artificielle dont personne ne parlait il y a un an et demi est quelque chose de fort. La gestion des data nous préoccupera à l'avenir. Jacques Brune nous parlait des capteurs qu'il y a ici pour mesurer les incidences du ciel. Je fonde de grands espoirs sur l'intelligence artificielle pour qu'elle puisse apporter à l'homme de belles solutions sur le plan de la santé et sur le plan scientifique, mais également pour l'aménagement de nos stations et le comportement et la gestion des risques dans nos stations de sports d'hiver. Je pense que c'est un travail qu'il faut savoir mener à bien jusqu'au bout.

Le deuxième point me ramène à ce site où nous sommes. Jacques Brune nous parlait de la réserve internationale de ciel étoilé. Quand je suis venu vous voir en décembre 2016, j'avais déjà un peu cela en tête. Je pense que nous ne pouvons pas aujourd'hui nous engager, avec nos stations de sports d'hiver, dans des investissements et dans des aménagements qui ne soient pas positionnés dans un cadre de développement durable. Or le développement durable passe par la gestion de la luminosité, des ressources rares, de l'eau et par la protection des espaces naturels sensibles. Le Pic du Midi est un site exemplaire de la réserve internationale de ciel étoilé, c'est le premier de France. J'espérais que le deuxième serait dans les Alpes-Maritimes, mais nous avons été dépassés par les Cévennes. Toutefois, nous sommes en bonne position pour la troisième place avec un dossier qui continue d'avancer. Je pense que cela peut donner de belles idées.

Je veux également parler des implications de nos élus dans la vie de notre association. Le monde est ici rassemblé autour des maires, avec les parlementaires, avec DSF, avec les ESF, avec toutes celles et tous ceux qui accompagnent le milieu de la montagne. Je veux dire toute ma reconnaissance pour Jean-Henri Mir qui nous a présenté tout à l'heure les comptes de notre association. Elle se porte bien. Il y a Jean-Pierre Rougeaux qui travaille sur le développement durable. La rivalité qui peut exister de station en station est en réalité une émulation. Elle doit nous conduire à faire des choses exemplaires. Il y a Jean-Luc Boch à La Plagne. Il mène France Montagnes et ce n'est pas facile. Quand on parle de communication et de marketing, il y a toujours ceux

qui savent faire mieux que ce qui est fait. L'art est difficile, la critique est aisée. Tout à l'heure, il nous dira plus amplement ce qu'il a mis en place avec France Montagnes. Il y a Pierre Balme, Les Deux Alpes, Famille Plus et les questions juridiques. Il y a André Plaisance de Val Thorens et la sécurité sur les pistes. Merci à tous, à tous les maires ici rassemblés. Je n'en ai cité que quelques-uns, mais tous les acteurs du Conseil d'administration sont là pour défendre ce que nous représentons tous ensemble.

La force de la France est d'être positionnée comme une terre d'attractivité. En 2014 et 2015, nous avons encore été les premiers pour avoir reçu 54 millions de journées skieur chez nous. Nous sommes concurrencés par l'Autriche qui monte et qui nous prend la première place. Les États-Unis rivalisent également pour la deuxième ou la troisième place. Nous sommes toujours dans le trio de tête. C'est le message que nous passons aux pouvoirs publics. Il faut veiller à ne pas affaiblir les maires qui sont de véritables chefs d'entreprise. Laissons aux maires les moyens de promouvoir les stations et de continuer à investir. Nous en parlions ce matin avec Claude Cazabat : un maire se doit de pouvoir réinvestir le revenu qu'il tire de sa station pour moderniser ses équipements. En même temps, il doit pouvoir être son promoteur et celui qui vend à l'extérieur pour être en concurrence à l'international. Nous avons besoin pour cela des régions et des conseillers régionaux. La Région Auvergne-Rhône-Alpes a un président qui s'engage et qui incite véritablement la montagne à être actrice. Lionel Flasseur est présent et représente cette initiative que Laurent Wauquiez souhaite avoir sur le plan de la promotion. Un conseiller régional représente aujourd'hui Carole Delga pour cette région. Il nous dira quelques mots. Je sais que Carole Delga s'est lancée aussi dans un plan de modernisation et d'investissement pour les stations de montagne. Dans la région PACA, je ne cesse de dire à mon ami Renaud Muselier combien il faut venir sur les stations de montagne parce que nous représentons une économie.

Globalement, c'est plus de 120 000 emplois. L'ANMSM représente d'ailleurs, avec une centaine de stations au niveau national, cette force d'attractivité. Le chiffre d'affaires pour la France est de 10 milliards d'euros. Voilà la réalité de l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne. Sachez que le ski est incontournable. C'est la base de notre activité, même si, au titre de ce que je viens d'indiquer au sujet du numérique et du développement durable, il faut se diversifier. Le Président du Département, Michel Pélieu, est probablement un de ses acteurs. Quand je suis venu à Peyragudes, il m'a fait visiter Balnea, un site avec un centre aquatique qui attire formidablement tous les touristes qui viennent chez vous en vacances, été et hiver. Un centre assez exceptionnel.

La diversification est de notre responsabilité. Je fais un rêve pour ma station : pouvoir y vivre toute l'année avec une vraie station village, qui vit l'hiver et l'été, mais également l'automne et le printemps. L'automne et le printemps sont des saisons merveilleuses. La richesse de nos stations est qu'elles sont très diverses. Certaines stations sont situées en altitude, voire en très haute altitude. Elles ne peuvent pas attirer le même profil de clientèle que des stations de moyenne altitude. Il y a les gros paquebots de la neige et les petites stations. Il y a une complémentarité. C'est cela aussi l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne : nous retrouver tous ensemble parce que les petits ont besoin des plus gros, mais les gros ont besoin de cette capillarité territoriale et des petits. Nous essayons de faire en sorte que nous puissions continuer à être celles et ceux qui prônent cette diversité, cette diversification et cette richesse.

Nous avons avec le Conseil d'administration cette volonté de réitérer notre demande aux pouvoirs publics. Je m'adresse là un peu plus aux parlementaires. Je referai la demande auprès du Secrétaire d'État cet après-midi. Les maires demandent simplement qu'on arrête de leur reprendre des compétences toute en ne leur donnant aucuns moyens financiers supplémentaires.

La loi NOTRe a prévu différents transferts de compétence qui dépossèdent les maires. Le débat sur l'urbanisme revient également sur la table. Il faut que l'urbanisme soit aux mains des maires pour qu'ils puissent continuer à être des aménageurs et des chefs d'entreprise. Si nous voulons faire des choses qui ne soient pas adaptables en fonction de la configuration de nos stations, nous n'arriverons plus à moderniser nos stations comme elles doivent l'être.

S'agissant du FPIC, il y en a parmi vous probablement qui profitent de cette richesse, mais les plus gros contributeurs se retrouvent pieds et mains liés et sont dans l'incapacité de réinjecter cette richesse nécessaire pour maintenir leur station sur le secteur concurrentiel. Nous demandons à l'État de nous laisser un peu de champ libre.

Nous appelons à un acte III de la loi Montagne. L'acte II de la loi Montagne a été abrégé en raison des attentats qui ont secoué la France et ont eu notamment pour conséquence d'occulter le débat parlementaire sur ce sujet. Mesdames et Messieurs les parlementaires, n'hésitez pas, si vous êtes d'accord avec cela, à venir sur ces sujets pour que nous puissions en débattre ensemble.

Sur le plan de la péréquation et des finances locales, nous avons essayé d'introduire au niveau de la DGF, avec l'ANEM qui a joué un rôle important, un seuil de population DGF pour que, lors du calcul de la DGF, nous puissions prendre un habitant et demi par résidence secondaire et non pas un habitant. Nous avons réussi à le faire accepter pour 2018. Sachez que notre demande était de deux habitants par résidence. En effet, nos populations font plus que doubler. Dire qu'il y a deux habitants n'est pas suffisant. Nous avons donc demandé la révision du calcul du FPIC, mais cela n'a pas bougé. Il faudra y revenir. Nous avons obtenu l'assurance que la taxe sur les remontées mécaniques et la redevance ne seraient pas remises en cause. Elles ont été sauvées. Merci de cette écoute. Sur le gazole non routier, les conséquences seront dramatiques pour nos stations. Il faut maintenir la pression. Le gouvernement a suspendu sa décision, mais le débat reviendra. Il ne faut pas lâcher sur le GNR, car cela peut représenter pour nos stations des augmentations de 250 % et cela aurait un impact direct sur nos budgets, le budget des communes et le budget des départements.



L'ANMSM a publié un guide pratique intitulé Prévention, sécurité et secours sur le domaine skiable. Je remercie la FNSSDS et son Président André Plaisance ainsi que l'ensemble de nos partenaires, DSF, l'ADSP, l'ANENA, Nordic France. Une sollicitation est en cours pour la révision des arrêtés ministériels relatifs à la formation des pisteurs secouristes. C'est un sujet important pour nous.

Dix stations ont été retenues pour être associées à une expérimentation France Tourisme Ingénierie, qui est menée avec Atout France pour un élargissement à de nouveaux territoires.

Nous avons obtenu quelque chose d'un peu nouveau, et je sais que Gilbert Blanc-Tailleur s'est souvent battu à ce sujet : la présence officielle de l'ANMSM au Conseil national de la montagne. Nous sommes présents. La présidence de la Commission permanente par Joël Giraud qui maintenant est rapporteur du budget à l'Assemblée nationale est importante pour nous. Joël Giraud est un acteur important de la montagne. Il nous aide énormément.

Nous sommes actifs sur bien des domaines et sur bien des sujets.

Je veux remercier les parlementaires, députés et sénateurs, qui nous font confiance, en vous disant que le 25 septembre prochain je vous inviterai à l'Assemblée nationale pour débattre dans le détail de ces sujets. Près de 30 parlementaires étaient présents lors de notre dernière réunion qui nous avait permis d'aborder les enjeux liés aux finances locales. Voilà un autre sujet sur lequel il faut que nous avançons, mais cela fait 30 ans que nous en parlons.

Dans le cadre du groupe de travail OSM présidé par Maurice Desailoud, maire des Houches, nous avons reconduit pour l'hiver 2018-2019 l'Observatoire des stations de montagne. Il est pour la première fois mis en activité pour cet été.

Pierre Balme a construit un dispositif solide avec le label Famille Plus. Le label tient sa qualité et sa réputation de ses nombreux critères. Si nous sortons de ces critères et si nous permettons trop de dérogations, nous finirons par ne plus avoir la qualité. Or il ressort de la dernière enquête que nous avons pu faire auprès de nos adhérents que ce qui vous fait le plus plaisir est la qualité, parce que ce label correspond à l'attente de nos clients.

Enfin, le travail que nous effectuons avec les journalistes météorologiques est très important. Merci à Jean-Luc Boch de présider le groupe de travail Neige-Météo. Merci à lui de nous recevoir aux rencontres qui se tiendront à La Plagne en 2019.

Je conclurai en disant que nous avons, pour 2018 et 2019, été entendus ou du moins que nous avons pu parler aux pouvoirs publics, en particulier au président de la République dans le cadre du Grand débat national. En février lorsque le président de la République a reçu les présidents de conseils départementaux, j'ai pu lui remettre à cette occasion une contribution écrite sur les attentes des maires et les propositions que nous faisons. Nous avons fait des propositions avant l'élection présidentielle. Nous les avons reprises et amendées et nous avons remis le dossier au président de la République. Saisissons l'occasion de passer les bons messages aux pouvoirs publics grâce à nos parlementaires présents aujourd'hui.

Nous avons également eu des contacts avec Gérard Larcher, le président du Sénat, qui a pu me recevoir avec notre directeur, Joël Retailleau, ainsi qu'un contact avec Matignon pour parler de nos problématiques. Début juillet, nous avons rendez-vous à l'Élysée pour continuer à faire le travail et pour défendre tout ce que je viens, trop rapidement, de vous exposer.

En vous remerciant pour votre écoute, votre présence et votre fidélité.

La promotion de la montagne

JEAN-LUC BOCH, PRÉSIDENT DE FRANCE MONTAGNES

Bonjour à toutes et à tous. Merci de nous accueillir dans ce site magnifique.

Nous allons essayer de vous présenter synthétiquement les actions de France Montagnes et de vous faire voir ce que nous faisons toute l'année avec l'argent de nos principaux membres fondateurs, l'ANMSM, DSF et le Syndicat des moniteurs. Voici notre feuille de route 2019-2024.

Le périmètre interne concerne toute la montagne française. Les Pyrénées sont totalement intégrées au programme. Le périmètre externe est scindé de la manière suivante : 70 % au niveau national et 30 % à l'international. Concernant les saisons, la saison hiver-printemps représente 70 %, la saison estivale 30 %. On ne parle pas encore de 4 saisons, mais nous y sommes presque.

Les missions : mettre en avant le bien-être, le bien-vivre et l'expérimentation qui est la nôtre et que nous souhaitons à tous nos visiteurs et à tous nos vacanciers. Il faut qu'ils ressortent de chez nous ravis et surtout en pleine santé et ressourcés pour retourner travailler.

Nous projeterons quelques films qui vous expliqueront en vidéo ce que fait France Montagnes et quels sont les partenaires média qui ont été retenus pour 2018 et 2019.

Dans nos médias nous aurions pu choisir la facilité et choisir des sportifs qui côtoient la montagne habituellement. Nous avons choisi des personnes qui sont championnes du monde ou championnes olympiques pour certaines, mais qui n'ont rien à voir avec le monde de la montagne. C'est un choix volontaire.

Nous avons également une cible enfant. N'oublions pas que les influenceurs des parents, ce sont d'abord leurs enfants. Si votre enfant décide d'aller à la montagne et arrive à être satisfait et motivé, je ne vois pas comment les parents ne peuvent pas l'être également. Voilà pourquoi Gulli est un acteur important et un influenceur notoire des séjours à la montagne.

Tous les films publicitaires sont réalisés dans tous les massifs. Certains ont été réalisés ici, dans les Pyrénées. Le numérique a une part très importante dans le développement. C'est quelque chose de moteur pour les jeunes. Aujourd'hui, les ados ont beaucoup plus tendance à être des porteurs de volonté et à être des porteurs d'envie via le numérique et non pas via la télévision. Les influenceurs ont pu réaliser plusieurs millions de vue et c'est très important.

Les acteurs principaux dans vos collectivités et dans vos offices de tourisme sont les community managers. Quoi de mieux que de les mettre en relation pour que tous ensemble développent des idées et de nouvelles façons de promouvoir la montagne française ? Voilà ce qui a été fait dans plusieurs stations, voilà ce qui est en cours de développement. Nous y croyons de plus en plus. Nous arrivons à mettre en avant les idées communes pour que nous touchions un maximum de personnes sur tous les massifs.

Concernant la communication Europe, nous sommes arrivés pour la première fois l'année dernière à réunir un budget de 190 000 euros et de 100 000 euros avec EasyJet, abondé au double de la somme par Atout France. Cela veut dire que nous avons eu un budget total de presque 500 000 euros à l'international. Cette année, nous serons encore plus ambitieux. Nous devrions toucher 30 millions de personnes à l'international.

Nous l'avons dit, la montagne, c'est aussi l'été. Chaque année, nous choisissons une étape de montagne et nous passons 2 heures avant les coureurs pour montrer ce qu'est la montagne française. Cette année nous serons dans les Vosges.

Enfin, en ce qui concerne la montagne française, nous sommes passés de la première à la troisième place en l'espace de 3 ans. Cela veut dire que nous sommes en régression sur certains sites. Il faut être beaucoup plus moteurs. Il faut continuer à avancer et à se développer. Ce n'est que tous ensemble que nous arriverons à concurrencer l'Autriche, la Suisse, les États-Unis. Eux l'ont compris. Ensemble, nous sommes beaucoup plus forts, plus vifs, plus attractifs. Ce ne sont pas les grandes, les petites et les moyennes stations. Les Pyrénées n'ont absolument pas à rougir des Alpes. Vous faites partie intégrante de la montagne française.



Impact du milieu de la montagne sur la santé - tour d'horizon des études mondiales

LIONEL FLASSEUR, DIRECTEUR AUVERGNE-RHÔNE-ALPES-TOURISME

Nous allons en effet parler de santé. Je vais vous faire un cadeau à titre personnel, pour vos enfants, pour tous les élus et pour les citoyens que vous représentez. Le cadeau est d'essayer d'apporter des preuves de ce que nous disons. Je pense que la notion de preuve est de plus en plus importante. Nous allons en parler juste après.

Ce cadeau s'inscrit dans une vision plus globale. Nous travaillons sur la notion de tourisme bienveillant, en lien avec ce qui a été dit ce matin. Ce tourisme, basiquement, répondra aux aspirations non pas du tourisme en tant que tel, mais aux aspirations sociétales profondes, avec une vision holistique des choses. Holistique, c'est-à-dire qui prendra en considération les impacts environnementaux et la façon de se jouer du climat. Comment diversifier le tourisme pour toutes saisons et tous espaces ? L'impact économique, cela va de soi. L'impact sociétal pour répondre à ces fameuses inspirations. Dans ce cadre-là, nous lançons un certain nombre de chantiers avec des annonces extrêmement concrètes. Nous aurons dès le mois d'octobre l'occasion de lancer un manifeste pour un tourisme bienveillant. Vous serez sûrement appelés à l'analyser et à apporter votre touche. Nous allons également lancer un fonds de dotation. Ce sera la première fois qu'une instance comme la nôtre se dotera d'un fonds de dotation, une sorte de fondation, pour accompagner des projets du tourisme bienveillant. Cette étude s'inscrit dans cette notion.

Il s'agit d'une étude sérieuse. Elle n'a pas été menée par Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme. C'est un double partenariat. Atout France a de nouveau travaillé sur ces éléments-là. L'étude a été confiée à une société extérieure et a été menée par Frédéric Saldmann. Peut-être qu'un certain nombre d'entre vous le connaissent. Ce médecin est connu pour sa compétence, mais également pour son pouvoir et son exposition médiatique. Cette étude révèle que la montagne a un impact direct et bénéfique pour la santé des personnes qui y vivent. Quand vous voyez la liste des impacts, vous voyez que nous répondons tout simplement aux maux de la société moderne. Je sais qu'en introduction nous avons parlé effectivement des flux vers les métropoles. La montagne et les territoires de montagne que vous représentez répondent aux aspirations profondes. C'est le remède aux maux que développent entre autres les métropoles.

Je ne suis pas médecin. Je ne fais que reprendre les termes techniques, je vais les balayer assez rapidement.

Le premier sujet est celui de la diminution du stress. On parle beaucoup de sylvothérapie. Quand on mentionne la sylvothérapie, on a souvent l'image de quelqu'un qui embrasse un arbre, mais c'est beaucoup plus poussé que cela. Nos territoires de montagne, par les essences que nous pouvons y retrouver, ont un impact direct sur les métabolites secondaires qui sont constitués pour la diminution du stress. C'est un premier point.

J'ai oublié de dire en introduction que cette étude recense des études mondiales. Celle-ci, par exemple, vient du Japon.

Deuxième impact sur la cardiologie. La courbe de facteur de risque dégringole, quand vous êtes à 300 mètres, à 500 mètres d'altitude et jusqu'à 1 500 mètres d'altitude. La teneur en oxygène a un impact direct sur les facteurs de risque. C'est prouvé scientifiquement. On le voit par un phénomène physique qui est la constitution de nouvelles voies pour les vaisseaux sanguins.

Troisième impact sur le poids. Le poids est un des maux de la société moderne. Avec l'effet d'altitude, le même effort physique a un impact bénéfique sur la consommation calorique. Il se cumule avec un deuxième

facteur : l'anorexie de l'altitude. L'altitude est un coupe-faim naturel. Pour tous ceux qui veulent vous vendre des coupe-faim industriels, il suffit d'aller en altitude. Il y a une vraie réponse au poids.

Vous allez me dire : est-ce une réalité ? Voici des cartes du Colorado avec les zones montagneuses et l'IMC moyen. Les résultats sont flagrants. C'est un constat. Non seulement c'est prouvé scientifiquement, mais en plus c'est vérifié à l'échelle d'un état.

Le cancer, un des maux du siècle. Regardez cette courbe qui montre l'impact du milieu de montagne et de l'altitude sur les facteurs de risque liés notamment au cancer du sein et au cancer du côlon. Ce sont les cancers les plus répandus. La diminution du taux d'oxygène, l'activité physique, l'ionisation de l'air et la diminution du risque de surpoids sont là.

Nous parlons de l'ionisation de l'air. J'ai appris quelque chose. Si vous vous placez près d'une cascade, au bout de 20 minutes, vous avez un effet bénéfique sur votre santé. L'air est plus ionisé près des cascades et il permet d'améliorer l'activité des lymphocytes qui sont impliqués dans la lutte contre les pathogènes et contre le cancer. Imaginez si vous êtes prêt d'un cours d'eau à l'année. Voilà encore une preuve tangible.

Sur cette carte, c'est l'espérance de vie avec l'espérance de vie dans les milieux de montagne et l'espérance de vie dans la plaine. L'impact est réel.

Un clin d'œil. La montagne est bénéfique. La montagne est particulièrement bénéfique le matin. Il y a des études extrêmement précises. C'est lié à un tas de facteurs, notamment le spectre de la lumière, les microbes présents dans l'air, la présence d'ions négatifs, avec un bénéfice supplémentaire qui pousse à se lever tôt pour profiter de la montagne.

Ces études ont été menées au niveau mondial. Vous avez ici un résumé de tous les bénéfices. Nous avons fait une petite reprographie pour synthétiser tout cela. Pour fiabiliser cette étude, nous pouvons constituer ensemble un guide lié aux apports de la montagne. Nous n'avons pas d'étude franco-française. Elle pourrait être faite par toutes les parties prenantes qui ont envie de qualifier ce genre de chose. Je pense que c'est vital. En tant que marketeur, je pense qu'il faut que nous arrivions à un marketing de la preuve. Je vais faire un parallèle avec les produits cosmétiques. Il y a 15 ans, quand on parlait des produits cosmétiques, on était dans l'émotion, l'incantation. Si vous regardez l'évolution sur les produits cosmétiques, aujourd'hui le consommateur veut de la preuve. Je pense que le tourisme n'échappera pas à cette tendance. C'est une aspiration, y compris des jeunes générations. Je reviens sur la bienveillance. Le tourisme bienveillant ou le tourisme durable, ce n'est pas faire une démarche RSE, c'est créer un avantage compétitif pour nos destinations qui répondront aux attentes. Il faut avoir un discours de preuve au-delà du discours émotionnel. Ce type d'étude permet d'avoir un discours de preuve. Merci.



Tables Rondes

ANIMÉES PAR ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Ouverture

CHARLES ANGE GINESY

Simplement pour vous dire que ces tables rondes seront particulièrement importantes. S'agissant des investissements pour nos stations il y a selon moi, trois niveaux.

La réflexion qui nous conduit à dire : l'environnement de nos stations va changer. Nous sommes, pour certains, dans le réchauffement climatique ; pour d'autres, dans la modification climatique ; pour d'autres encore, dans une modification économique et environnementale. Dans tous les cas de figure, c'est un premier niveau.

Le deuxième niveau est que nous sommes dans un changement de comportement de nos clients. On voit bien que les jeunes qui se sont exprimés, et notamment aux dernières élections européennes, ont pesé lourd dans le concert ce qui a eu pour conséquence des changements importantes qu'il faut prendre en compte. Personnellement, je pense qu'au niveau de l'Association Nationale des Maires, nous avons déjà cette philosophie bien ancrée en nous. Mais je pense que la modification du comportement des skieurs, des utilisateurs de la montagne, est une réflexion que nous devons avoir pour les investissements à venir.

Le troisième niveau de réflexion se pose sur la gouvernance. À nous de savoir aujourd'hui, avec les préoccupations qui ont été exprimées hier au Conseil d'Administration, ce matin par les différents intervenants, quelles sont les gouvernances à venir avec ces transferts de compétences aux intercommunalités, avec les interventions du Département, qui reste sur des compétences bien précises, et de la Région.

La deuxième table ronde rejoint véritablement une préoccupation que j'exprimais ce matin fortement, à savoir : l'environnement ; le développement durable ; le changement climatique ; la protection de nos espaces ; le lien que nous faisons entre nos stations de montagne et, en même temps, les parcs nationaux, les parcs régionaux, les projets départementaux s'il en est. Une sensibilité qui émerge. À nous de savoir comment prendre les choses, s'y adapter.

ALEXANDRE MAULIN

Merci Charles-Ange de m'accueillir à cette Assemblée Générale de l'ANMSM. Nos deux instances ont l'amour de la montagne en commun. Je pense qu'entre les maires et leur délégataire de service public, le partenariat est naturel, chacun trouvant les moyens de faire avancer la montagne. La montagne a su amener une activité et garder ses habitants au lieu de les laisser partir, grâce à des activités touristiques.

Nous avons besoin de pérenniser notre activité face à cette modification du climat qui est un vrai enjeu sociétal pour demain. Après avoir créé la parfaite technicité de nos métiers, à l'avenir, il faudra aussi adapter nos métiers et garantir l'adhésion du public à nos savoir-faire. On peut prendre l'exemple des avions. En quelques mois, dans certains pays, on a constaté une baisse de fréquentation des avions parce que ce n'est plus acceptable socialement.

C'est notre droit d'exploiter pour demain. Nous tenons à garder cette acceptabilité sociale pour pouvoir continuer à travailler, à maintenir une activité. Souvent, j'entends les gens que l'on appelle « du piémont », c'est-à-dire du pied de vallée, dire : « Là-haut, ce sont des riches ». Oui, mais l'argent des stations est comme l'eau : il ruisselle et fait vivre l'ensemble du territoire. Aujourd'hui, notre activité permet d'asseoir une compétitivité, une attractivité et une économie sur notre territoire.

Vous avez, il y a déjà très longtemps, travaillé sur le développement durable au niveau de l'Association des Maires. C'est une réflexion très prégnante. A Domaines Skiabiles de France, nous cherchons comment améliorer notre impact sur l'environnement et « offrir », dans le cadre d'un développement humain et sociétal, notre pierre à l'édifice.

Aujourd'hui, nous avons aussi besoin de faire survivre la spécificité montagne de la loi montagne. Je vous remercie d'avoir parlé de l'acte III ce matin, puisque l'acte II n'a pas été assez loin, n'a pas traité tous les dossiers que nous avons à traiter. Mais, aujourd'hui, le spectre du GNR nous revient. D'autres taxations, comme les contrats courts, sont arrivées hier.

Actuellement, l'équilibre de notre société, de nos exploitations, est fragile et l'on a un besoin commun de pouvoir préserver la vitalité de notre territoire. Merci à tous. A votre disposition.





Quels investissements les stations de montagne doivent-elles privilégier pour pérenniser la saison d'hiver et diversifier l'activité ?

Participant à la table ronde :

- Jean-Bernard Sempastous, Député des Hautes-Pyrénées
- Michel Pélieu, Président du Département des Hautes-Pyrénées
- Jean-Henri Mir, Maire de Saint-Lary Soulan, Trésorier de l'ANMSM
- Pierre Peyronne, 1er Adjoint au Maire d'Ax-les-Thermes, Président de la SEM Thermale et Touristique d'Ax-les-Thermes
- Gilles Revial, co-fondateur G2A consulting

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Nous allons démarrer cette première table ronde qui nous parle de cette notion d'investissements dans vos territoires. En plus, nous sommes très heureux de faire un véritable zoom sur vos territoires des Pyrénées. Comment faites-vous pour faire de votre territoire un territoire attractif ? Comment réussissez-vous à faire venir de très nombreuses personnes des piémonts, de part et d'autre des frontières ? Expliquez-nous aussi dans quels montages économiques, politiques, de gouvernance, vous arrivez à faire une véritable prospérité de vos montagnes.

On est très heureux d'avoir sur ce plateau quasiment que des Pyrénéens. Je vous présente donc les quatre intervenants qui prendront la parole dans quelques instants. Vous avez écouté tout à l'heure Jean-Bernard Sempastous, député des Hautes-Pyrénées. Michel Pélieu, que vous avez entendu ce matin, est président du département des Hautes-Pyrénées. Jean-Henri Mir - vous le connaissez-, maire de Saint-Lary-Soulan, et trésorier de l'ANMSM. Je vous présente Pierre Peyronne qui va également intervenir.

Je vais laisser la parole d'abord à Gilles Revial, cofondateur de G2A Consulting. Je crois qu'il serait être intéressant de commencer par une cartographie de l'investissement en montagne.

GILLES REVIAL

Merci de m'accueillir. Effectivement, sera introduite une notion d'économie dans ce que l'on va se dire cet après-midi.

Si l'on parle de la montagne l'hiver, ce sont 10 milliards d'euros de retombées économiques ou de recettes dépensées. 60,8 millions de nuitées sont réalisées dans la montagne française. Ce sont là les chiffres de l'hiver, mais il n'y a pas que l'hiver dans la montagne.

Voici quelques éléments de statistiques sur la montagne pour vous donner des indications cartographiques. Le premier, ce sont les enjeux de la saison estivale. Dans les territoires alpins, le poids des nuitées réalisées l'été sur l'ensemble de l'année se situe entre 14 % pour Les Menuires ou 24 % pour Valloire qui est au pied des cols, sur la grande route des Alpes. Si l'on descend un peu plus sur les Alpes du Sud et sur les Hautes-Alpes, en l'occurrence, on est plus proche de 30 %.

Dans les Pyrénées, le poids de la saison estivale est bien plus prégnant, bien plus impactant. Toutes les stations de ski sont articulées autour d'une activité « thermale » extrêmement forte. Donc, forcément, cela a un impact majeur sur l'économie. Il est vrai que, de manière générale, l'économie pyrénéenne est un peu plus équilibrée sur l'ensemble de l'année que peut l'être une économie des Alpes du Nord où l'on fait 85 ou 90 % de notre chiffre sur la seule saison d'hiver.

Donc il y a un enjeu sur la saison d'été et le développement de la saison d'été, ici comme ailleurs, parce qu'il y a un fort potentiel de développement. Par rapport aux enjeux climatiques et aux changements environnementaux, on est dans la dynamique : la montagne, c'est l'air pur, on y respire bien. Et puis, il y a un rapprochement fort entre la montagne, l'environnement, la nature, la santé. Je pense surtout aux Savoyards ou à la Tarentaise. Ce sont des économies additionnelles.

Nous avons parlé ce matin, avec France Montagnes, de renouvellement des skieurs. Alors, ce ne sont pas là de nouveaux skieurs, les nouveaux entrants : ce sont les nouveaux entrants par territoire. C'est ce que l'on appelle le taux de renouvellement du marché. À peu près 30 % de vos clients, chaque année, arrivent pour la première fois dans vos stations. Ce ne sont pas de nouveaux clients de la montagne.

Je veux surtout vous faire percevoir la dynamique dans laquelle on est aujourd'hui sur cette montagne française et attirer votre attention sur ce marché domestique dont on ne prend pas assez soin aujourd'hui. Vous avez ici un aperçu d'un outil mis à disposition de l'ANMSM. C'est ce que l'on appelle un big data. Près de 500 000 lits sont connectés pour la montagne en temps réel. Cela donne une projection sur la suite de la saison. Dès le 15 septembre, on a les premières vues de ce qui va se passer sur la prochaine saison d'hiver, tous massifs confondus. Et nous pouvons apprécier la même chose aujourd'hui pour la saison d'été.

J'attire votre attention sur les vacances de février. Souvenez-vous, il y a quelques années en arrière, on n'avait pas de problème pour les remplir. Tout se passait bien. Regardez ce qui se passe sur une saison. Cette année, notamment les fêtes de Noël et Nouvel An, était plutôt un très bon démarrage de saison. On a eu beaucoup de communiqués de presse sur ce bon démarrage de saison, mais en février on a beaucoup peiné à remplir.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Et pourtant, Gilles, les quatre semaines de vacances de février étaient bien remplies et bien consommées en ski. Donc, où sont-ils allés ? Dans de l'hébergement non marchand ?

GILLES REVIAL

Là, on est quand même bien rempli. Simplement, je veux dire que l'avance que l'on avait sur les fêtes de Noël et Nouvel An, on l'a perdue en février, malgré un contexte de météo extrêmement favorable qui aurait pu générer de la croissance très forte sur la production de journées de ski. Je veux vous montrer ici ces deux chiffres. Vous avez N-1, donc l'hiver dernier, et N. On a le parallèle entre les quatre semaines. Si l'on compare semaine à semaine, on voit ici globalement un point d'écart cette année : un point de moins que l'année passée. Sur la dernière semaine, le contexte était peut-être un peu moins favorable, avec quatre points de moins. Mais surtout, sur la semaine la plus importante : l'année passée, c'était la semaine du 23 février ; cette année, c'était la semaine du 7 février. On a un point de moins.

Donc, partout sur février, on a connu un « retrait » de l'activité et de l'occupation. C'est pour les lits de marchands, mais aussi pour les lits tièdes.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Et comment l'expliquer ? Par un pricing, par du gîte, qui fait que les tarifs ont trop monté et que, du coup, les gens se sont reportés sur d'autres semaines ou d'autres lits que la montagne ?

GILLES REVIAL

Il y a plusieurs facteurs, et non pas seulement le pricing, même si l'on s'aperçoit que ceux qui ont le plus souffert cette année sont plutôt les hébergements haut de gamme. On est aussi dans un monde très concurrentiel. On est dans un marché domestique où le marché français connaît une certaine érosion de l'activité ski et de l'activité neige, des gens qui viennent à la montagne. Jusqu'à présent, c'était un peu masqué par notre forte capacité à aller chercher de l'étranger. Aujourd'hui, on est dans un milieu très fortement concurrencé par l'Autriche notamment, sur des pays que l'on connaît bien comme le Benelux ou l'Allemagne.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Tu voulais également attirer notre attention sur cette période d'avant Noël, avec évidemment la question de l'enneigement. Malheureusement, le début de l'hiver a été peu enneigé. Là, il y a des points de progrès aussi.

GILLES REVIAL

Oui. On parle du printemps du ski. C'est une action effectivement remarquable, mais qui intervient à un moment où un certain nombre de stations qui plus est familiales, très prégnant pour les débuts, ont une date de fermeture plus tôt dans la saison. On voit que, sur l'avant-saison, quelque chose est aussi à faire. Là où les skis démangent, c'est effectivement sur décembre. Pour les Pyrénées, c'est extrêmement impactant. Quand on a l'investissement dans la neige de culture dans les stations pyrénéennes, il est extrêmement fort puisque, si l'on loupe le démarrage de saison, c'est tout de suite 15 à 20 % de retrait pour les gestionnaires de Domaines Skiables. Donc ce point-là de démarrage de saison est important, mais aussi pour les Alpes du Nord. Pour celles qui ont l'habitude d'ouvrir le 22 ou pour Noël, un décalage en amont pourrait générer du chiffre additionnel. Par le pricing et le marketing qui va forcément avec, cela n'équilibrera peut-être pas tout à fait les charges tout de suite, mais le but du jeu est effectivement de créer cette envie.

Sur la semaine de Noël, le calendrier a beaucoup évolué ces dernières années. Comme vous le savez, en 2016 et 2017, on a eu un Noël avant Noël avec les vacances scolaires, ce qui avait conduit les hébergements à beaucoup dégrader leurs tarifs. Ils n'ont pas encore retrouvé le niveau de ce qu'ils avaient avant. Donc on est devenu très attractif sur ces périodes de Noël. Là, on a une période qui est favorable pour l'hiver prochain. On a l'attractivité pricing. On devrait faire des démarrages de saison encore plus intéressants. Il faut aussi investir sur ce démarrage de saison de manière très forte.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Quand vous regardez les vacances de Toussaint, je sais que l'automne à la montagne et les quatre saisons, ce n'est jamais très évident. Une destination comme Le Valais croît à l'automne parce que, très souvent, on peut retrouver des nombres de nuitées qui ne sont pas inintéressants. Aujourd'hui, plusieurs stations osent ouvrir un petit peu pendant les vacances - je vois les maires des Aravis notamment -, eh bien les quelques hôtels couverts pendant la période de Toussaint est un moyen aussi de fidéliser une clientèle de piémont qui peut revenir après, à Noël. Franchement, pour Le Valais, il y a une vraie prise de conscience que l'automne peut là aussi gagner des points.

GILLES REVIAL

Effectivement, le sens de mon intervention était de dire que l'on peut investir sur la montagne l'été, il faut que l'on développe l'été, il faut que l'on soit attentif au marché domestique français. Là, dans les Pyrénées, on a un modèle plus équilibré de manière générale.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Merci Gilles Revial qui nous montre que les Pyrénées ont travaillé sur un modèle bien organisé.

Je vais maintenant donner la parole à Jean-Bernard Sempastous .pourrait-on faire une cartographie générale de ce territoire, de ces stations des Pyrénées ? Ces stations ont-elles les moyens de leur développement ? Elles en ont les capacités, on l'a vu, mais ont-elles les moyens de pouvoir accueillir toujours plus de clients ?

JEAN-BERNARD SEMPASTOUS

Oui. Merci. D'abord, chaque station est un peu différente. J'imagine que, dans les Alpes, c'est la même chose. Sur ma circonscription, celle de Jeanine, nous sommes gâtés en stations de ski. On a de bons chiffres l'été parce que beaucoup de stations présentent ce système d'avoir le ski l'hiver et la station thermale l'été. Cela est très important et donne un dynamisme qui nous permet de faire une jointure, une jonction entre les deux saisons et la station d'hiver.



Partout sur notre territoire, comme sur Cauterets pour lesquels des chiffres ont été donnés, en automne, il y a du monde ; en novembre il y a du monde ; à la Toussaint il y a du monde... parce que les gens viennent pour une qualité de vie, un environnement, et cette image d'un établissement thermal qui donne aussi ce bien-être santé.

Mais, effectivement, chaque station est différente. Je ne veux blesser personne. Il y a les grosses stations qui vont toutes tirer tout le monde vers le devant et, derrière, il y a ceux qui suivent. On est là tous pour travailler ensemble. Si je compare les stations de Saint-Lary ou de Piau et du Grand Tourmalet, ce sont des stations complètement différentes, avec des clientèles un peu différentes. On le voit bien en fonction de la neige : au plus tôt, au plus tard, les clients vont se déplacer en fonction des stations.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Mais clairement, ces stations ont-elles des capacités d'investissement nécessaire ?

JEAN-BERNARD SEMPASTOUS

Alors, je ne vais pas parler pour les autres, mais quand on regarde les stations les plus proches que sont Le Grand Tourmalet ou Saint-Lary, ils ont eu les moyens d'investir. Bien sûr, si l'on compare les chiffres d'affaires sur les dernières quatre saisons, on peut dire que l'on est dans un déficit maîtrisé. Mais sur la dernière saison, avec un Noël et un Premier de l'an qui ne se sont pas faits et une saison qui a démarré le 15 janvier, on n'a pas pu récupérer ce que l'on a perdu à Noël et au Réveillon. Michel en parlera bien mieux que moi. On est dans une situation où l'on est en train d'inventer un nouveau modèle, je pense, en lien avec la région aussi.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Alors, Michel Pélieu votre secret, c'est quoi ?

MICHEL PÉLIEU

Je ne suis pas sûr que je vous le dise. Je crois que la première des recettes est surtout d'investir en fonction des attentes du client. Trop souvent, pendant des années, quand les périodes étaient faciles, on investissait selon nos choix et options sans tenir compte de ce que pouvait penser le client. Aujourd'hui, dans le contexte économique actuel, l'offre est plus importante que la demande. Donc il nous faut avant tout tenir compte de la demande. Cette demande n'est pas forcément la même suivant les territoires où l'on se trouve.

On a fait un choix, celui de découper le département en dix territoires, en dix espaces différents. Jusque-là, on avait par exemple sept pôles touristiques de montagne, d'est en ouest, avec des variantes. Suivant que l'on soit dans la vallée de Gavarnie, le positionnement touristique n'est pas forcément le même que dans la Vallée d'Aure où l'on a le tunnel d'Aragnouet, la liaison avec l'Espagne. Donc, sur chaque territoire, on a une stratégie. Le client, après, choisit en fonction de ces choix.

Ensuite, au niveau du département, on lance des appels à projets. Il faut que les projets, ceux qui nous remontent, correspondent au positionnement géographique de chaque territoire. Aujourd'hui, on a lancé trois pôles touristiques supplémentaires, afin de couvrir l'ensemble du département.

On part du principe aussi que tous ces territoires sont, non pas forcément la montagne, mais la campagne. Je crois que Charles-Ange disait que la montagne est passée en troisième position. Souvent, les urbains recherchent autant la campagne que la montagne. Après, on a un dixième « site » qui est Lourdes. Modèle à part, Lourdes est une marque de notre territoire sur laquelle on s'appuie aussi.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Michel Pélieu, vous disiez lancer des appels à projets. Mais, inversement, il y a beaucoup de belles personnes qui dirigent les exécutifs. Forcément, cela signifie que l'on peut avoir un peu de budget à aller quémander. Des gens viennent-ils vous demander un coup de main pour tel ou tel projet et sur quels critères leur ouvrez-vous la porte ?

Je vois que la région Midi-Pyrénées semble vouloir aller, comme la région Sud et la région Auvergne-Rhône-Alpes, dans l'idée de faire un plan ou quelque chose de coconstruit. Commencez-vous, ou peut-être continuez-vous, avec la Région, à dire : « Si eux y vont, nous, on met » ou « Si nous, on met, eux mettent aussi » ?

MICHEL PÉLIEU

On y met souvent d'un commun accord. Nous avons ce que l'on appelle un comité des financeurs, qui réunit dans un même espace la Région, l'État et le Département. Nous échangeons entre nous : « La Région a ce projet. Est-ce que l'État y va ? ». Et l'on trouve des financements complémentaires. Je regrette une seule chose.

Je regrette que la loi NOTRe nous ait retiré la clause de compétence générale, celle qui nous permettait d'intervenir sur le développement économique ; cela nous permettait d'accompagner l'initiative privée. Aujourd'hui, on ne peut accompagner que l'initiative publique. A-t-on aussi forcément les moyens, nous, Département, d'accompagner dans tous les domaines ?

Je dirais que c'est le problème économique. Après, d'autres problèmes se posent quand même. Il y a celui, non pas de la capacité, mais de la volonté des banques de nous suivre.

Il est vrai également que nous sommes dans un modèle administratif très lourd. Les procédures de DSP sont trop lourdes, trop budgétivores, trop longues. La durée des DSP est trop courte. Douze ans, dix-huit ans, c'est trop court. Il n'y a pas le temps de retour sur investissements. Tout cela fait partie des problèmes qui se posent.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Et pourtant, beaucoup de députés dont ceux de la République En Marche avaient un peu promis de simplifier ces procédures.

MICHEL PÉLIEU

Moi, je leur demande de libérer le système. J'ai eu l'occasion de le dire au Président de la République, qui en dit du bien aussi : il faut libérer le système. Je le dirai également au Secrétaire d'État également.

Après, il y a un dernier problème. Ce sont les recours abusifs, notamment par les associations écologistes. Ces recours font perdre un temps précieux et, pendant ce temps, les banques ne libèrent pas les fonds. Tant qu'il y a des recours, cela retarde les projets. Il faut que les recours abusifs soient sanctionnés. Cela fait partie aussi de quelque chose que l'on doit prendre en compte si l'on veut libérer l'investissement.

Je le redis. Il faut que l'on fasse des investissements qui correspondent aux attentes du client avant tout. Je crois que c'est le préalable à tout.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Et qui correspondent aux territoires, comme vous l'avez très bien dit tout à l'heure.

MICHEL PÉLIEU

On a plusieurs territoires. On essaie d'avoir une stratégie par territoire pour avoir une offre diversifiée et cohérente. Dans notre territoire, on s'est forcé de créer des itinéraires de découvertes des grands sites.

On part par exemple de Lourdes ; on passe par le tunnel du Somport ; on va sur les Pyrénées-Atlantiques ; on va à la découverte de ces grandes cités espagnoles ; on revient sur le territoire français par le tunnel d'Aragouet ou par le tunnel de Vielha. Cela dure deux jours, trois jours, une semaine.

Cela a une très forte attractivité, qui est une force de vente importante, qui nous vaut des reportages sur de grands médias nationaux. C'est quelque chose qui marche très fort et donne une belle image des Pyrénées.

Aujourd'hui, on va créer un groupement de coopération territoriale avec les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Atlantiques et l'Aragon. Nous sommes trois destinations touristiques de taille relativement modeste. On va essayer de créer une destination touristique de taille internationale avec une offre touristique qui va avec. On ira jusqu'au Pays Basque et l'on reviendra.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Je reviendrai vers vous dans quelques instants. Je donnerai également la parole à Jean-Henri Mir. Mais avant, j'aimerais que l'on s'attarde sur Pierre Peyronne qui va nous expliquer la démarche suivie et comment vous avez trouvé le bon écosystème.

PIERRE PEYRONNE

Autre territoire, autres mœurs, bien entendu. Nous n'avons pas la chance, comme les Hautes-Pyrénées, d'avoir les sommets et les stations les plus prestigieuses des Pyrénées.

Nous sommes confrontés à un massif. Celui des Pyrénées s'abaisse un peu vers l'Est. On est peut-être des stations plus avancées sur la chaîne, ce qui rend un certain nombre de stations très habilleuses, puisque l'on est en liaison directe avec la métropole toulousaine.

C'est vrai que l'on est à une heure et quart du bassin de clientèle de l'agglomération toulousaine, pour ce qui concerne notre domaine. Et l'on a des problématiques de stations qui sont souvent en dessous du seuil où l'on peut exister en tant qu'entreprise.

En revanche, je voudrais insister sur quelque chose. On parle de stations touristiques et de stations de ski. Ce sont deux problèmes différents. Si vous interviewiez des industriels de l'aéronautique, vous ne leur demanderiez pas de parler du territoire et l'on n'interviewerait pas les maires. Aujourd'hui, effectivement, les collectivités ont pris la responsabilité de développer une activité de loisir hautement capitalistique (parce que les stations de ski sont des activités hautement capitalistiques) et qui fait vivre leurs vallées autant qu'elle les professionnalise.

Sans stations de ski, il n'y aurait pas d'activités d'été. Qui mieux que les stations de ski ont imposé aux hôteliers de partir sur des pratiques où on leur demande de négocier avec des tour-opérateurs ; ont imposé aux commerçants, aux restaurants et hôteliers d'être ouverts aux bonnes périodes ; et ont permis la désaisonnalisation ? Vous insistez sur le modèle des Pyrénées et cela me fait plaisir de voir que le Conseil régional entend le tourisme de quatre saisons.

Pour ce qui est de la question posée, je me suis demandé si elle était pertinente. Excusez-moi, mais pourquoi dire : « Comment financer les activités ? ». Si les stations de ski sont des entreprises, eh bien il faut se poser la question comme n'importe quelle entreprise. Si vous interviewez Airbus, vous leur demandez : « Pourquoi avez-vous investi dans l'A380 ». Ils ont peut-être fait une bêtise, d'ailleurs, mais ils vous répondront : « Parce qu'il y a un marché ». Nous, pourquoi faut-il investir sur les domaines skiables ? Parce que, bien sûr, ils font vivre le territoire et parce que, aussi, il y a un marché. Même s'il s'agit d'un marché en stagnation ou en régression, c'est un marché que l'on n'a pas fini d'exploiter.

Il y a, aujourd'hui, un besoin de ski. La preuve en est que, sur les Pyrénées, on vient de vivre une saison un peu difficile. Il a fait chaud en novembre. Donc on a eu du mal à produire la fameuse neige de culture si décriée qui permet d'avoir des débuts de saison un peu triomphants. Je viens d'une station qui s'appelle Ax 3 Domaines, qui ouvre régulièrement début décembre. C'était loin d'être le cas il y a 30 ans. Je pense que les autres stations sont dans le même cas. Pourquoi ? Parce que le métier s'est professionnalisé et que l'on arrive à produire l'activité. C'est une véritable production industrielle, qui se fait avec des investissements lourds et largement encouragés par les collectivités.

Il ne faut pas le nier, on a vécu longtemps sous le robinet public. Un robinet qui, non seulement alimentait les investissements, mais qui – hélas – créait des illusions en alimentant le fonctionnement. Il y a quatorze ans maintenant, en 2004, sur Ax, on a décidé de changer le cours des choses.

PIERRE PEYRONNE

Nous avons basculé sur une gestion privée. C'est-à-dire dire aujourd'hui, Ax 3 Domaines est exploité par la SAVASEM qui est une société d'économie mixte, sur une activité finalement industrielle. C'est une société d'un type ordinaire, puisque c'est une société anonyme, mais sur un terrain un peu extraordinaire. En effet, la rentabilité de l'entreprise est largement dépendante de la capacité du milieu dans lequel elle exerce à le soutenir.

Un exemple tout simple. On exploite aujourd'hui quatre stations. Il y a deux ans, nous avions une station toute prête à ouvrir en début décembre, mais qui ne l'a pas pu parce qu'aucun restaurant n'était ouvert. Sans environnement commercial, sans environnement de services, vous n'ouvrez pas l'entreprise. Et, à la sortie, cela se paye en termes de chiffre d'affaires.

Donc, à la question « comment financer les investissements ? », je répondrai : « comme tout le monde ». C'est-à-dire en ayant une activité économique équilibrée et l'on peut le faire en dégageant de la valeur ajoutée pour l'entreprise elle-même, mais aussi pour les territoires. Car toutes ces entreprises alliées produisent de la valeur ajoutée qui va alimenter les caisses des collectivités, qui en retour peuvent nous aider à développer notre investissement.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Et, justement, c'est ce centre de ressources que vous voulez développer.

PIERRE PEYRONNE

Le centre de ressources, nous l'avons développé. Les leçons que j'en tire, c'est que le premier point positif est la professionnalisation des sites. Là aussi, il y a des mots magiques qui font plaisir. Un mot magique apparu il y a deux ans dans les Pyrénées à la suite d'un rapport de la Chambre régionale des Comptes, deuxième influenceur public, est la « mutualisation ». Alors, tout le monde disait : « Mutualisez, mutualisez ! ». Oui, mutualisons.

Nous avons mutualisé effectivement en gérant une station d'une certaine importance pour les Pyrénées. Je n'ose pas dire les chiffres devant mes confrères alpins. Mais bon, nous faisons 400 000 skieurs par an à Ax 3 Domaines. Il ne faut surtout pas que nous nous prenions pour Chamonix, parce que d'abord nous n'avons pas le Mont-Blanc et ensuite nous n'avons pas les dimensions. Je crois que les stations pyrénéennes doivent jouer dans leur cour, avec leurs moyens.

Nous avons cette station et celle que l'on appelle aujourd'hui la petite sœur, vous allez comprendre pourquoi, qui n'est pas plus éloignée. Le centre touristique est Ax les Thermes, une commune qui a 13 000 lits aujourd'hui, qui en avait 6 000 à l'époque. Elle faisait vivre la station d'Ax 3 Domaines et aussi celle de L'Ascou Pailhères, qui était une petite station. Elle accueille 40 000 skieurs aujourd'hui mais n'a pas les moyens économiques, mais surtout en ressources humaines, d'assurer son fonctionnement.

C'est d'ailleurs là que l'on a pu constater en reprenant cette station, puis en reprenant à la suite celle des Monts d'Olmes qui fait 80 000 skieurs, et puis une quatrième qui est la station de Guzet-neige. Alors, je ne peux pas ne pas vous dire qu'Ax 3 Domaines est la plus belle station des Pyrénées et que Guzet-neige est la plus jolie. Je vous invite à les fréquenter. Vous y serez bien reçus. Vous y serez à l'aise. En plus, ce sont des cadres magnifiques.

Donc on a repris ses quatre stations. La première mutualisation importante est celle des ressources humaines car cela permet à ces stations de mieux fonctionner, et donc de dégager la valeur ajoutée qui leur permettra d'investir.

Un exemple : nous reprenons les Monts d'Olmes. Ils ont une installation de neige de culture dont on a découvert qu'elles tournaient à 50 %. Depuis que l'on y est, elles tournent à 80 %. Au total, on y est depuis quatre ans et l'on a fait les quatre meilleures saisons de l'histoire des Monts d'Olmes.

C'est-à-dire que l'on a sécurisé la fréquentation et le chiffre d'affaires simplement par une intervention technique sur le réseau de neige de culture.

Et puis l'on se rend compte que ces stations-là - et c'est en cela que les subventions sont mortifères, voire létales - sont encouragées à investir sans qu'elles aient de niveaux de ressources et humaines pour assurer le fonctionnement. L'une des stations des vallées d'Ax a une usine à neige qui leur a coûté 1,3 million d'euros alors qu'ils font 140 000 euros de chiffre d'affaires. Imaginez une entreprise qui investit dix fois son chiffre d'affaires annuel en une année. C'est nous qui faisons tourner cette installation depuis Ax 3 Domaines, à distance, parce qu'ils n'avaient pas les ressources humaines pour la faire tourner et pour la maintenir.

La SAVASEM étant en norme qualité, elle a la possibilité de faire des interventions de maintenance sur d'autres stations. Quand on fait des interventions de maintenance, on se rend compte que certains niveaux y compris sécuritaires peuvent être inquiétants. Donc la mutualisation est là. En faisant cela, on fait faire des économies aux stations. On les assure aussi de la cohérence des investissements. Je pense que les collectivités ont besoin d'un appui sur la cohérence des investissements pour ne pas investir dans n'importe quoi et n'importe comment. Je ne dis pas qu'elles le font systématiquement, mais c'est quand même un risque.

Aujourd'hui, on a des comptes équilibrés. En dix ans, la SAVASEM a doublé ses fonds propres par les résultats qu'elle a pu générer. Donc un équilibre d'exploitation est possible à condition de s'en donner les moyens, d'être professionnel, et surtout de s'adosser. Je crois que, de ce point de vue, Ax 3 Domaines joue le rôle d'une locomotive y compris commercial. En jouant l'effet de réseau, on augmente progressivement le niveau moyen du forfait de chaque station, ce qui est une moyenne.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Changeons à présent de station, avec un autre écosystème. Vous connaissez tous Jean-Henri Mir, maire de Saint-Lary-Soulan et également trésorier de l'Association Nationale des Maires de Stations de Montagne. Il est vrai que vous, les Pyrénées, avez la chance de montrer un véritable kaléidoscope des façons de faire. Peut-être re-présenter un peu le territoire de Saint-Lary et son écosystème, Monsieur le Maire.

JEAN-HENRI MIR

Je voudrais surtout insister sur le modèle économique des stations des Pyrénées. C'est important, compte tenu des rapports qui ont émané notamment de la Cour Régionale des Comptes. Effectivement, les Pyrénées ont la caractéristique d'avoir été des stations climatiques et thermales avant d'avoir été des stations de sports d'hiver. Cela veut dire que notre implication dans les quatre saisons date de longtemps.

Par contre, il faut aujourd'hui dire d'une manière très forte que c'est l'économie de l'hiver, et du ski en particulier, qui a amené aux vallées cet objectif de rentabilité que j'appelle « social ». Effectivement, si les stations de ski des Pyrénées avaient dû être toutes rentables au sens financier du terme, aucune n'existerait. On voit bien que la puissance publique est d'ailleurs dans les installations. S'il n'y avait pas eu une volonté publique forte, on ne serait pas là, parce que le site n'existerait plus.

Donc on voit bien, quand même, l'élément fort de la puissance publique qui a présidé un peu à ce que toutes les vallées des Pyrénées ont voulu, c'est-à-dire à maintenir des populations.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

C'est ce que vous appelez la « vision ».

JEAN-HENRI MIR

Voilà. Développer des populations pour qu'effectivement il y ait des vallées habitées. Je crois que dans cette procédure ont été mis en place des outils, principalement avec des gestions municipales : des régies, même des SEM. Même si elles ont un caractère privé, il y a quand même une majorité publique qui fait partie de ces structures et il y a peu eu évidemment, comme on a pu le voir dans d'autres massifs, d'implications privées très fortes dans l'investissement des stations.

Dans ce dispositif, nous avons fait partie avec un certain nombre de stations d'un modèle économique où l'opérateur a été partie prenante au travers, soit de DSP concessives, soit de DSP d'affermage. Je dirais que s'est monté un partenariat qui a permis des investissements significatifs dans ces stations, dans la mesure où le public pouvait continuer à investir notamment dans la diversification, et l'opérateur de remontées mécaniques dans les remontées mécaniques.

Je cite un chiffre qui, quand même, résume bien ce partenariat. Sur une DSP de 2000 à 2017, 70 millions d'euros ont été investis sur la station Saint-Lary : l'opérateur privé en a mis 40 et la collectivité 30. On est vraiment dans une spécificité de complémentarité que je tiens à saluer comme un partenaire, même si effectivement certains de nos intérêts peuvent parfois diverger et créer des rapports de force qui ne sont pas forcément faciles.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Vous connaissez très bien tous l'échelon pyrénéen. Je souhaiterais vous faire parler d'un projet que vous connaissez tous. Il s'agit de celui de Peyragudes. On a beaucoup parlé des ascenseurs valléens qui ont toute leur place dans les Pyrénées. Mais si l'on ne recycle pas tout ce qui est en dessous, qui va payer ? Cela va servir à quoi ? Et au final, au-delà d'être un projet, cela va-t-il pouvoir être porté et viable ? ». Alors, je me retourne vers vous.

JEAN-HENRI MIR

L'ascenseur pyrénéen a existé. Il a été construit en 2010. Effectivement, la finalité n'était pas forcément d'avoir du ski sous cette remontée, mais d'avoir un développement local en fond de vallée et une accessibilité facile pour éviter les navettes. Je crois que l'on a été vertueux dans la démarche et les ascenseurs ont répondu à cette démarche.

Evidemment, cela dépend des structurations des stations, mais l'on peut avoir aujourd'hui en fond de vallée des lits qui se retrouvent au pied des pistes par ses ascenseurs. Je crois que le développement des stations est un outil important pour la saison d'hiver, mais qui peut l'être aussi pour la saison d'été, puisque cela peut générer toute une diversification d'activités pour l'été. Actuellement, tout ce qui est lié au vélo et au VTT est une composante très forte.

MICHEL PÉLIEU

J'observe que, peut-être, cet ascenseur a pu poser question. Pour ma part, je ne pose pas de questions sur ce sujet. Il s'agit d'un investissement de 10 millions d'euros. On est allé sur une période allant de 25 ans à 35 ans, comme la Caisse des Dépôts nous a fait un prêt jusqu'à 35 ans. Pour tout ce qui est fait de béton, les grosses structures, on peut considérer que l'investissement peut se faire sur une durée plus longue.

Moi, je ne suis pas inquiet. J'ai souhaité faire cet investissement parce que je me dis que ce sont des lits qui vont arriver demain. La remontée est un aspirateur à générer de nouvelles capacités d'accueil sur la vallée. Il faut que les investisseurs de demain participent au financement de la remontée. Si on laisse faire des hébergements et si l'on fait la remontée après, ce sont les investisseurs qui bénéficient de la plus-value. Alors que là, ce sont les investisseurs de demain qui vont devoir l'assumer.

En même temps, la remontée n'a pas qu'une finalité hivernale : elle a une finalité de quatre saisons. Elle fonctionnera dès le 20 ou 25 juillet et transportera tous les jours des centaines de personnes qui vont pratiquer du VTT, de la trottinette, du vol libre. Cela permettra aux gens qui sont à Peyragudes de descendre à Balnéa, notamment. Quand j'ai engagé un centre thermo-ludique en 2000, on m'a pris pour un fou. Faire un centre thermo-ludique dans une commune où il n'y a pas 300 habitants paraît délirant. L'histoire m'a quand même donné raison. La première année, on a fait 50 000 entrées. Aujourd'hui, 20 ans plus tard, on est à 300 000. Il y avait 7 emplois la première année, il y en a 45 maintenant.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Donc les deux territoires doivent se nourrir mutuellement.

MICHEL PÉLIEU

Oui, exactement. C'est pour mutualiser, là aussi, les équipements du haut avec ceux du bas. C'est permettre aux gens du haut de profiter des installations du bas et inversement. Il s'agit de vraie mutualisation. Les gens qui défendent théoriquement la transition écologique devraient nous accompagner : ce sont moins de parkings en haut, moins de voitures qui se déplacent, moins de CO2.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Je vais vous laisser conclure dans quelques instants. Auparavant, je vais donner la parole à l'échelon régional. Vous étiez un peu interpellé par ces territoires, donc cela tombe bien. Nous sommes entre nous, gens de montagnes. Une question toute simple : que pensez-vous de ce qui a été dit ici et la Région sera-t-elle partie prenante de ces grands projets ? En tout cas, ils ont envie.

MICHEL BOUSSATON

Je crois que cela a été clairement annoncé par la présidente de région. Il y a huit jours s'est tenue une réunion à Saint-Girons où elle a annoncé tous les projets qu'elle avait sur la montagne. Je crois qu'ils sont tout de même assez lourds au niveau des investissements. La volonté de la présidente est que les activités dans toutes les zones de montagne persistent et elle veut absolument éviter que ces dernières ne deviennent des réserves pour des animaux sauvages que les gens des métropoles viennent visiter. Donc, après, tous les moyens que nous investirons dans tout ce qui peut aider à cette vie des territoires de montagnes.

En effet, on a bien compris que s'il n'y avait pas la station de ski amont, il est difficile de faire vivre les vallées. De ce point de vue, on a des projets. Mais, en contrepartie, cette activité qui stagne un peu au niveau du nombre de skieurs n'est pas suffisante. On peut dire que le discours selon lequel « il faut diversifier » est toujours le même. Il faut néanmoins y penser. On a quand même des idées là-dessus. On est bien d'accord, tous, pour penser que ce n'est pas uniquement avec l'activité ski. Surtout que le nombre de stations qui vont pouvoir continuer au même rythme avec le réchauffement climatique risque d'être en diminution. Il faut donc peut-être penser à des activités un peu différentes en fonction des territoires.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Et jouer la diversification.

MICHEL BOUSSATON

Il est facile de dire « diversification ». En effet, c'est compliqué, mais c'est quand même une obligation. On ne pourra pas tout investir sur les stations de ski. Je crois que ce que veut la présidente, sur le plan montagne, les investissements sont extrêmement lourds. Je crois que cela faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu un projet de massif complet, puisque l'on travaille avec la région Aquitaine à côté. On a fait de la fusion des régions, intégrant le massif des Pyrénées presque en totalité. Donc c'est un projet d'ensemble incluant plusieurs stations. Chacun doit rester maître de ces projets et nous sommes là pour venir en aide.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Ecoutez, les gens de montagnes vous applaudissent. Comme l'a fait la Région Sud et la Région Auvergne-Rhône-Alpes, tous les fonds de la Région sont les bienvenus pour aider les territoires.

Avant de terminer et de conclure, je donnerai le micro à Jean-Henri Mir. Je vais vous poser une question, la même à vous tous : à quelles conditions vos territoires réussiront demain ?

JEAN-HENRI MIR

Pour moi, c'est simple. Aujourd'hui, on est un territoire de projets. On peut voir la multitude des projets. Que ce soit dans le renforcement de l'activité neige ou dans les diversifications, les projets existent partout. C'est très clair. Aujourd'hui, en termes d'organisation et de gouvernance, on arrive à la fin d'un système. Il nous faut inventer un nouveau système de gouvernance. Pour moi, cela me paraît essentiel. Une nouvelle gouvernance par une capacité à mutualiser les forces.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Même chose, Monsieur le Président ?

MICHEL PÉLIEU

Je l'ai dit tout à l'heure en début de mon propos. Ce sera notre capacité à nous adapter aux attentes du client. Car, je le redis, on est dans un contexte où l'offre est plus importante que la demande. Donc il nous faut nous adapter. Il faut arrêter avec ces discours mortifères autour du changement climatique. Il faut être et rester positif.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Rester positif, donc. Je donne le micro et la conclusion à Gilles Revial.

GILLES REVIAL

Je dirais que c'est assez simple. Ces territoires s'en sortiront si des hommes et des femmes veulent qu'ils s'en sortent. Je trouve l'approche nouvelle de la Région intéressante parce que, justement, elle projette les Pyrénées comme un territoire d'avenir.

Il faut casser l'idée selon laquelle il y a des zones de montagnes et des zones rurales. Aujourd'hui, les Pyrénées, grâce aux stations, sont des territoires d'innovation. On a pu monter un incubateur d'entreprises autour des métiers dérivés de ceux du ski. Si les gens des vallées le veulent, elles continueront à vivre et il faudra qu'elles en aient les moyens. Or, les moyens, on va se les créer.

Je crois que le message est celui-là, soyons entreprenants, soyons innovants et l'on s'en sortira parce qu'il n'y a pas de raisons que l'on ne s'en sorte pas. On a vu lors des dernières saisons, même les difficiles, que l'on était capable d'insuffler sur le territoire de l'économie, de la valeur ajoutée et puis du dynamisme. Donc il faut avoir confiance.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Une dernière question à Gilles Revial. On vient de voir un territoire. Quels sont les mots clés à retenir ?

GILLES REVIAL

Je pense que cette assemblée transporte avec elle l'air de toutes les montagnes françaises. Que l'on soit des Alpes du Nord ou d'ailleurs, on a pris une belle leçon ici de solidarité montagnarde. On parle du modèle pyrénéen. Alors, je ne sais pas s'il est en avance sur son temps. L'histoire le montrera. Ici, on voit bien cette notion de solidarité et de mutualisation.

Le contour territorial n'est pas le même. Ce n'est pas la même crispation économique. De grosses stations des Alpes du Nord font 40, 50 ou 60 millions d'euros de chiffre d'affaires. Ici, les sommes sont plus modestes. On n'est pas sur les mêmes crispations économiques, donc cela pousse plus à la mutualisation, à l'entente, à la solidarité montagnarde et l'on a ici des territoires qui ont vraiment su s'organiser.

Après, effectivement, il y a des projets structurants. On parlait d'ascenseur valléens. Il y en a à Saint-Lary, à Ax. On voit ces aspects extrêmement forts et cette bisaisonnalité qui est prégnante ici. C'était lié au thermalisme. Balnéa a su créer cet univers « d'eau chaude » et thermo-ludique. Cela crée effectivement une bisaisonnalité où un tourisme de quatre saisons peut s'installer.



Ressource en eau et neige de culture : mythes et réalité

Participent à la table ronde :

- Jeanine Dubié Députée des Hautes-Pyrénées
- Xavier Roseren, Député de la Haute-Savoie
- Jean-Pierre Rougeaux, Maire de Valloire, Secrétaire général de l'ANMSM, Président de la Commission Cimes Durables
- Laurent Reynaud, Délégué général Domaines Skiabiles de France
- Pierre Etchevers, climatologue, Direction de la Climatologie et des services Climatiques, Météo France
- Marion Douarche, Directrice du bureau d'études Cimeo, spécialiste des thématiques « eau et énergie »

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Pour cette table ronde, la thématique est « Ressources en eau et neige de culture : mythes et réalité ? ». On va effectivement parler de ces interrogations que nous avons tous. Dans beaucoup de secteurs, on a eu chaud l'an dernier : non pas par les températures, mais par l'abaissement de nos cours d'eau. On se souvient en effet de cette année 2018 comme étant exceptionnellement sèche.

Je me retourne vers vous Pierre Etchevers. Pendant très longtemps, on se disait : « Noël, pourvu qu'il neige ». Bien évidemment, rien n'est mieux que la neige naturelle. Mais l'on commence à se poser la question en début de saison, là où il faut produire de la neige de culture. Pourvu qu'il fasse froid, suffisamment pour pouvoir avoir une fenêtre pour produire de la neige de culture. Et, bien évidemment, pourvu que nous ayons l'eau suffisante.

Ma première question, peut-être un peu directe, est la suivante : aurons-nous encore la possibilité demain de faire de la neige de culture là où l'on en a le plus besoin, c'est-à-dire en début de saison.

PIERRE ETCHEVERS

Tout d'abord, je tenais à remercier l'ANMSM pour avoir invité Météo-France à cette réunion. Un partenariat de grande date existe entre les deux, et nous sommes très conscients de l'importance de la poursuite de ce partenariat. Ensuite, pour répondre à votre question, je ne sais pas si elle se pose au premier ordre en terme de ressources en eau, mais ce serait plutôt en termes de disponibilité du froid pour la production de neige de culture.

Dans ce cadre-là, je pense que la réalité du changement climatique pour des montagnards comme vous n'est plus à remettre en cause. Si vous avez l'occasion d'aller sur le terrain de montagne, voir des glaciers ou même faire l'observation du manteau neigeux, il apparaît évident que l'on vit une évolution assez marquée.

Juste pour rappeler des éléments de contexte, il y a des incertitudes, dont la première est l'incertitude économique. On ne connaît pas encore les mesures que prendra l'humanité dans les années et décennies à venir, mais l'on sait que plusieurs scénarios sont envisageables. L'un, que l'on peut qualifier de « plus optimiste », est que la quantité de gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère baisserait dans les 20 prochaines années. Donc on aurait un scénario optimiste avec une stabilisation du réchauffement global à 2 degrés. Au contraire, si l'on reste sur un scénario un peu comme ce qui se passe actuellement, avec une émission forte de gaz à effet de serre, il y aurait un réchauffement beaucoup plus marqué à la fin du siècle, qui pourrait atteindre 4 à 5 degrés à l'échelle de la planète.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

On va peut-être oublier, si vous en êtes d'accord, l'échelon après 2050. D'abord parce que ce n'est pas tout de suite, bien que ce soit après-demain. Ma question porte sur maintenant : de 2019-2020 à 2050, comment peut-on se projeter ? Je renouvelle ma question. Aura-t-on le « froid disponible », si je reprends votre mot, pour produire à des altitudes raisonnables suffisamment de neige de culture ?

On ne va pas se mentir. Cette neige de culture a sauvé, y compris ici dans les Pyrénées, l'activité de certaines stations.

PIERRE ETCHEVERS

Tout à fait. À ce réchauffement, il y a deux formes de réponses : l'atténuation et l'adaptation. Ici, ce dont on parle, c'est l'adaptation. Excusez-moi de rentrer dans les détails techniques, mais je suis quand même obligé de préciser cela. On a besoin d'outils qui permettent de répondre à vos questions, et en particulier des exploitants de ces stations de ski, en termes d'enneigement de culture.

Si l'on parle de réchauffement ou même d'évolution de précipitation - vous êtes, j'imagine, souvent interpellés sur ces sujets - cela va être compliqué de donner des réponses concrètes par rapport à des choses un peu globales, à des questions un peu générales qui vous seront posées. Ce qui fait que, depuis quelques années, un effort important de recherche a été fait pour créer des outils et avoir des indicateurs en lien avec les stations de ski. Pour le moment plutôt dans les Alpes du Nord, puisque ces études ont été menées à Grenoble. Il s'agit d'être capable de mettre en équation les effets du réchauffement sur l'enneigement, non pas naturel, mais de culture ; par rapport aux stratégies sur la manière de produire cet enneigement, d'en recouvrir les pistes, etc. ; et aussi sur les stratégies et les politiques d'enneigement des pistes.

Des résultats tout récents viennent d'être publiés au niveau scientifique, générant un nombre énorme de données. En fait, il reste encore à exploiter tous ces jeux de données, et notamment à l'échelle de stations elles-mêmes. Après, des spécificités locales sont à prendre en compte. Pour l'instant, les résultats dont on dispose sont à l'échelle des massifs.

Pour la période 2030-2050 sur laquelle vous m'interrogez, on peut dire que jusqu'en 2050, l'effet du réchauffement climatique, quel que soit le scénario économique que l'on pourrait retenir, sera à peu près le même étant donné qu'il y a une forte inertie dans le système climatique. En gros, le réchauffement que l'on connaîtra en 2050 correspond aux émissions d'aujourd'hui. Donc, finalement, quel que soit le scénario économique retenu, le réchauffement de l'atmosphère sera sensiblement le même jusqu'en 2050.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Le catastrophisme dont on entend parler, qui est évidemment réel et qu'il faut entendre, n'est pas principalement prioritairement là, en 2021, 2022, 2030 ou 2040. C'est après 2050, en fonction de ce que l'on aura pu envoyer, c'est cela ?

PIERRE ETCHEVERS

En fait, il y a beaucoup de variabilité naturelle. Vous le savez bien, dans les 30 dernières années, on a connu des années plutôt froides, plutôt chaudes, plutôt sèches, plutôt humides, et cela continuera dans le futur. Cela ne va pas se produire de manière complètement linéaire et cela va être assez progressif. En gros, on peut dire qu'en 2050 il y aura un échauffement, mais qui sera à peu près le même, quelle que soit l'hypothèse économique dont je parlais précédemment.

Donc les études dont je vous parlais montrent que si l'on extrapole la progression du taux d'équipement de neige de culture sur ce qui s'est fait durant les 30 dernières années, sachant que les chercheurs ont pris une hypothèse de 45 % des pistes équipées en enneigement de culture, les stations arriveraient à peu près à maintenir la manière de fonctionner actuellement, donc à préserver leur mode de fonctionnement, leur rentabilité, jusqu'en 2050.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

D'accord. Donc c'est presque une « recommandation », en tout cas une hypothèse, de pouvoir maintenir l'activité jusqu'en 2050, si j'ai bien compris, si les stations arrivent à se développer en neige de culture dans les seuils que vous avez à peu près présentés.

PIERRE ETCHEVERS

75 % des stations arriveront à maintenir leurs conditions de fonctionnement actuel. Par contre, je suis quand même obligé de parler d'après 2050. A l'horizon 2100, on est sur quelque chose d'assez différent en termes de conclusions. Restons sur une hypothèse optimiste de développement économique mondial, c'est-à-dire une diminution des émissions de gaz à effet et donc la limitation de la planète à 2 degrés. Dans cette hypothèse, le fonctionnement des stations tel qu'il sera en 2050 pourra être maintenu jusqu'à la fin du siècle, avec un maintien de la plupart des stations de ski en fonctionnement.

A l'inverse, considérons un scénario pessimiste de forte émission de gaz à effet de serre.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

C'est-à-dire comme aujourd'hui, à peu près.

PIERRE ETCHEVERS

Oui. Dans le cas de figure où l'on reste sur la tendance actuelle, ce serait beaucoup plus dramatique pour les stations de ski. A peu près 25 % des stations, même bien équipées, arriveraient à se maintenir d'un point de vue économique. On voit qu'après 2050, par contre, on n'est plus sur un scénario unique. Cela dépend beaucoup de l'évolution globale du climat.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Mais il peut se passer plein de choses d'ici là. Peut-être de nouveaux métiers auront été inventés, et d'autres façons de vivre. En tout cas, on entend bien votre alerte sur la deuxième partie, si j'ai bien compris. Mais attention, il y a de l'inertie dans le climat, donc il faut agir maintenant pour éviter de changer les scénarios plus tard. Merci beaucoup pour ce premier constat.

Je vais donner la parole maintenant à Laurent Reynaud en lui posant la question suivante. Beaucoup de personnes ici sont des experts, en tout cas des personnes proches de ces thématiques de montagne, bien évidemment. Question très simple : la neige de culture aujourd'hui, c'est quoi, c'est fait comment et à partir de quelles ressources ? La ressource, évidemment, c'est l'eau. Mais de quelle manière la neige de culture est produite ?

On peut commencer par là. Nous sommes les personnes de terrain, représentant les opérateurs de remontées mécaniques de domaines skiables. Notre responsabilité est d'ouvrir des remontées mécaniques et des pistes pour proposer des expériences touristiques de montagne. C'est un métier difficile parce que nous sommes exposés aux aléas météorologiques. C'est un métier compliqué aussi parce que nous travaillons en pleine nature, dans un milieu fragile.

LAURENT REYNAUD

Notre responsabilité est d'autant plus grande que nous portons un nombre important d'emplois. Je pense ici, non pas seulement aux emplois des entreprises de Domaines Skiables, mais évidemment à tous les emplois qui en stations et dans les vallées dépendent de l'ouverture des domaines skiables. C'est une responsabilité qui nous oblige. Être en capacité d'ouvrir au moins une partie du domaine skiable en début de saison et garantir sur l'ensemble de la saison cette ouverture, c'est un objectif d'intérêt général.

Comment fait-on ? On prélève de l'eau, le plus souvent d'ailleurs à la période où elle est la plus abondante, en la mettant dans des retenues d'altitude. On est content de la partager avec les agriculteurs ou pour d'autres usages et au moment où l'on en a besoin, qui est aussi la période d'étiage, on va l'utiliser. A 70 % cette eau va être utilisée et transformée en neige de culture avant la fin du mois de décembre. Et cela, souvent indépendamment d'ailleurs de savoir si la saison sera correctement enneigée ou pas.

Encore une fois, compte tenu de l'enjeu des emplois et des retombées territoriales que le ski désormais a dans nos territoires de montagnes, on ne peut pas se permettre d'avoir un mois de février par exemple où les pistes ne pourraient pas être tenues ouvertes. Au moins une proportion significative des pistes. La programmation par les tour-opérateurs, l'attente de la clientèle, le plaisir promis par toutes nos brochures passent par notre capacité à ouvrir les pistes de ski. C'est un objectif d'intérêt général.

Force est de constater que cette neige de culture a mauvaise réputation. Il faut expliquer le mode de fonctionnement : c'est un processus qui n'induit absolument aucun adjuvant. Donc pas de pollution. Naturellement, qu'advient-il de cette neige au mois d'avril ? Elle fond et se réinfiltré dans les sols.

Où est le problème si le prélèvement a été étudié et si le milieu peut permettre ce prélèvement ? Où est le problème si, en contrepartie de ces litres restitués, je mets des emplois ? Ce discours rationalisant et que l'on

a voulu populariser avec l'ANMSM, avec le Syndicat des Moniteurs et Domaines Skiables de France - on a fait des brochures et des plaquettes -, il n'imprime pas.

Car le changement climatique divise le monde en deux catégories : les bons et les méchants. Qu'on le veuille ou non, la neige de culture est vécue comme le symbole de l'aménagement mercantile de la montagne par l'homme. Un litre d'eau, même sans pollution, même restituée à la nature, c'est toujours un litre de trop.

Je crois que nous qui, sommes des ingénieurs, ne savons pas communiquer. L'un des problèmes, dans cette affaire, est que nous avons délégué la communication au sein de nos stations à des offices du tourisme. Ces derniers sont champions pour dire aux gens de venir skier « parce que c'est formidable », mais refusent de traiter la question de la durabilité de nos pratiques. Et là, on a un problème.

Nous sommes des techniciens : on explique aux gens que ce que l'on fait, on le fait correctement.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Que pourriez-vous attendre d'eux ?

LAURENT REYNAUD

On pourrait attendre d'eux que, déjà, ils utilisent les outils que l'on a mis à disposition. Je le redis : l'ANMSM, le syndicat des moniteurs, DSF ont créé des outils. Mais les moyens de communication, en station, qui les possède ? Ce sont les offices du tourisme. C'est aussi, à d'autres échelles, des comités départementaux de tourisme, des comités régionaux, voire France Montagnes.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Est-ce de la résistance ?

LAURENT REYNAUD

C'est culturel. Il y a des gens dont le métier est de communiquer. Ceux-là n'aiment pas aller sur ce type de terrain : eux, ce sont les bonnes nouvelles. D'autres savent travailler proprement, sont fiers de ce qu'ils font, mais n'ont ni les outils - parce qu'ils ont, encore une fois, délégué cette tâche - ni souvent les compétences.

Je le redis, nous sommes des ingénieurs. Nous sommes là pour transporter des gens en sécurité, pour aménager en aménageurs responsables, mais l'on a finalement trop souvent échoué à véhiculer un peu de charge émotionnelle dans tout ce que l'on dit.

Donc, à l'avenir, on ne renoncera pas à ce discours rationalisant. On est obligé de rationaliser. On a des actionnaires qui, de plus en plus, se préoccupent de la durabilité de nos pratiques et s'assurent que, ce qu'on fait, on le fait bien. Et eux le comprennent, parce qu'ils sont dans une logique d'analyse rationnelle des choses.

Mais que fait-on pour toutes nos foules sentimentales ? Pour celles-là, je crois que la solution a été donnée dans la précédente table ronde : c'est le territoire. Ceux-là, on ne les convaincra jamais qu'un enneigement, ce n'est pas un gaspillage d'eau. On n'y arrivera pas. A ceux-là, il faut expliquer que le ski, c'est consommer local ; c'est faire vivre des territoires ; c'est mon identité, mon patrimoine.

« Que je sois Pyrénéen, Alpin ou Vosgien, mes parents étaient là. Cette station a été construite. J'aime mon territoire, donc je skie ». C'est faire vivre son territoire que de continuer à perpétuer cette tradition qui nous ressemble.

Donc si l'avenir est tout simplement d'aller pointer à Pôle Emploi en bas, dans la ville, cela ne nous convient pas. Et dans ce combat-là, il faut que l'on trouve des alliés. Je pense aux agriculteurs, qui ont un peu le même projet que nous. Ils vivent en montagne et de la montagne, et veulent continuer ainsi. Il faut que l'on soit capable de raconter cette histoire.

Quand je dis cela, je ne suis pas en train de parler du nombre de mètres cubes d'eau que l'on a prélevé. Car on en prélève 20 millions mais si c'était 40 ou 100 millions le grand public ne verrait pas la différence. Personne ne sait ce qu'est 1 million de mètres cubes d'eau. On ne peut pas se représenter cela. Par contre, raconter l'histoire d'un territoire, d'un patrimoine, d'une culture ; raconter celle d'un témoin que l'on passe entre l'hiver et l'été, entre les pâturages qui à un moment donné sont utilisés par le pastoralisme et à d'autres moments par le tourisme ; et être capable de s'entendre autour de ce que l'on veut faire de nos territoires : c'est une histoire que l'on ne raconte pas assez.

Il faut être fier de cette histoire et il faut la marketer. Si nos offices du tourisme veulent bien le faire, je pense que l'on pourra gagner et mériter notre droit d'exploiter, notre droit d'exister, pendant encore de nombreuses décennies. Parce qu'il ne faut pas se tromper : l'enjeu, c'est notre droit d'exploiter. Et cet enjeu-là n'est pas à l'horizon 2050 ou 2100.

Ce que l'on voit dans la jeunesse, ce que l'on voit se transformer autour de nous, ce sont des échelles qui vont beaucoup plus vite. Donc moi, je vous le dis, je ne suis pas inquiet sur notre capacité à exploiter des domaines skiables à l'horizon 2050. Pas du tout inquiet. Et c'est important de pouvoir dire cela à nos actionnaires, à nos élus.

Mais quand je dis cela, j'ai un discours quasiment perçu comme climatosceptique. Il faut que j'en aie conscience. Je heurte la sensibilité des gens qui, quand je dis cela, entendent autre chose. Ils entendent : « Vous niez le changement climatique, vous dites que ce n'est pas un problème ».

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

C'est une interpellation intéressante. Merci beaucoup, Laurent Reynaud. Je vois que certains réagissent, c'est assez logique. On sent que, maintenant, le moindre changement implique de la défiance. En ce sens, je rejoins volontiers Laurent Reynaud sur ce point-là.

Jeanine Dubié, vous êtes parlementaire. Ce qui a un lien d'ailleurs entre cette table ronde et celle d'avant. Gouvernance, bienveillance, et le fait de dire à un moment que le permis d'exploiter n'est pas un dû. On peut l'entendre, mais ce n'est pas non plus gagné pour eux. Que répondez-vous ?

JEANINE DUBIÉ

D'abord vous dire que je suis effectivement la députée de cette circonscription. Surtout, j'interviens en tant que secrétaire générale de l'Association Nationale des Élus de la Montagne (ANEM), qui est une association amie de l'ANMSM. Les deux associations ont œuvré main dans la main au sein du Parlement, dans le cadre de la loi Montagne 2. Même si nous nous complétons, nous sommes solidaires, et c'est ensemble que nous portons la parole de la montagne.

Maintenant, je vais répondre à partir de votre titre. Le mythe, c'est quoi ? C'est de croire que 100 % de tous les domaines skiables existants aujourd'hui seront recouverts par de la neige artificielle en totalité. Le mythe, c'est de croire cela. La réalité est que l'on a besoin de la neige de culture pour consolider.

La neige de culture permet de sécuriser l'activité de nos territoires, des stations de ski. Elle n'est pas produite n'importe quand et n'importe comment. Elle est gérée. Moi, je voudrais insister là-dessus. Aujourd'hui, les gestionnaires de stations de ski ont des équipements ultra-modernes qui permettent d'enneiger quand il faut, au bon moment, et pas plus qu'il ne faut.

Tout à l'heure, Charles Ange Ginésy l'a dit : l'intelligence artificielle est déjà appliquée dans des domaines skiables. C'est par exemple au travers de dameuses équipées de capteurs permettant de sonder et de mesurer l'épaisseur nécessaire dont on a besoin pour assurer un ski confortable. Telle est la réalité.

La réalité est que l'on a des gens qui sont des gestionnaires, qui sont responsables, qui n'ont aucun intérêt à consommer plus d'énergie qu'il ne faut. Parce que, derrière, il y a un équilibre économique à assurer. Donc je crois qu'il est important aussi de rappeler cela et de dire que l'on n'est pas face à des gens inconséquents.

Deuxième chose. Je voudrais vous dire aussi que l'on est dans une industrie. Est-ce que, aujourd'hui, quelqu'un s'interroge pour savoir quand une entreprise est en difficulté ? Quand il y a un accompagnement de l'État pour sauver 100, 120 ou 150 emplois, se pose-t-on la question ?

Tous demandent à ce que l'État intervienne. Eh bien, pourquoi ne serait-ce pas le cas dans les stations de ski ? Comme vous l'avez dit tout à l'heure, ce sont des emplois directs, mais c'est aussi la vie de toute une vallée.

Je pense effectivement qu'il faut que nous soyons responsables, que ces problèmes-là soient examinés en termes de territoire, et c'est sur l'organisation de bassins que tout cela doit se réfléchir. En tout cas, je crois en l'avenir du ski et je pense que la neige de culture participe à cet avenir.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Xavier Roseren, je trouve intéressant que vous puissiez répondre à ce qu'a dit à l'instant Laurent Reynaud. Premièrement, parce que vous connaissez le sujet ; parce que vous avez été maire, en l'occurrence, et vous connaissez aussi comment fonctionne un office du tourisme. Et, en plus, au pays du Mont-Blanc.

On voit bien que, quand la compagnie du Mont-Blanc a le moindre investissement, cela engendre une défiance. Parfois, ce peut être entendable. D'autres fois, cela ne l'est pas du tout parce que c'est presque un peu un « délit de sale gueule ». Je rejoins Laurent sur ce point. Dès que l'on fait quelque chose dans la montagne, on est forcément responsable.

D'après ce que vient de dire Laurent Reynaud, on a des outils, on les a créés, on les donne, mais les offices ne les partagent pas. Comment peut-on aujourd'hui réconcilier exploitation et vivre à la montagne d'une façon responsable, raisonnable et raisonnée ?

XAVIER ROSEREN

En fait, il faut continuer. Là où j'ai une toute petite différence avec Laurent, c'est que je pense que l'on va y arriver. C'est-à-dire qu'il faut que l'on continue à marteler que la neige de culture c'est du prélèvement rendu à la fin et que c'est nécessaire.

Ici, dans les Pyrénées, le début de saison ne représente que 16 %. Si on loupe le début de saison, il n'y a plus de résultats dans l'ensemble de nos stations, et c'est ce qu'il se passe. On sait qu'avec le changement climatique, on aura des périodes de froid plus courtes.

À ce jour, seuls 35 % de nos domaines skiables sont équipés en neige de culture, contre 70 % sur l'Autriche et 87 % sur l'Italie. Donc oui, il y a urgence à investir. Il faut pouvoir investir pour pouvoir produire de façon simultanée, immédiatement, en quelques jours. Et donc, il nous faut des ressources en eau.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

On vient d'entendre Météo-France qui nous fait des recommandations, on est presque là-dessus : « Si vous voulez continuer votre exploitation en 2050, vous allez vous-même prononcer un chiffre de 45 % de couverture ». Quelle est votre réaction ?

XAVIER ROSEREN

Il y a urgence. Ce pourcentage de 35 % aujourd'hui doit être doublé, au minimum, dès que possible. Surtout, il faut trouver les ressources en eau. Depuis 10 ans, on arrête de plus en plus de prendre la ressource naturelle de l'eau potable et l'on trouve des retenues collinaires. Donc que faut-il faire ? Continuer à faire de la retenue collinaire. Demandez aux services de l'État de faciliter les dossiers que l'on fait de retenues collinaires.

On peut faire de la retenue collinaire et que ce soit compatible avec des zones humides. Chez moi, je suis en site classé du Mont-Blanc. On peut faire de belles choses en respectant l'environnement. Les remontées mécaniques, il faut que les offices du tourisme les aident.

Je vous assure que, quand on démonte deux appareils et que l'on en met un moins impactant, où l'on a tenu compte de l'ensemble des espèces, le travail est vraiment bien fait. Je suis sûr que, à part quelques ayatollahs de l'environnement qui ne pourront jamais le comprendre, la majorité des gens le comprendront parce que c'est notre économie.

Je me trouve au pied du Mont-Blanc. On rencontre des problèmes de qualité de l'air. On est respectueux de l'environnement, mais ce n'est pas incompatible. Je ne veux plus entendre que la neige de culture polluée, car ce n'est pas vrai.

Jeannine Dubié le disait, on produit juste ce qu'il faut aux quantités qu'il faut. Et comme maintenant on a tous les outils technologiques et innovants, on y arrive. Donc, pour moi, c'est vraiment gagné. Continuons à investir et continuons à faire de la communication.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

On parlerait presque plus encore de communication interne, puisque la communication externe est faite : vous avez fait les outils. Pourquoi ces documents et ces supports ne sont-ils pas utilisés ?

XAVIER ROSEREN

Parce que quand on parle d'économie, on ne veut pas que ce soit un gros mot. J'aime bien rappeler en tant que maire de ma station que j'avais une crèche et tous les services publics, c'est parce que j'étais une station touristique.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Sinon, ça ne marcherait pas, effectivement.

XAVIER ROSEREN

Je peux vous dire qu'une ville de 3 000 habitants comme les Houches, qui n'a pas la capacité d'avoir cette économie touristique, elle ne peut pas apporter ces services-là.

Et donc, je le redis tout le temps : c'est une économie au service de la population et des gens qui vivent sur place. Je vous assure que ce n'est pas incompatible.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Je vous redonnerai la parole dans quelques instants. Ma réaction est toute simple. Marion Douarche qu'en pensez-vous ?

MARION DOUARCHE

Merci pour la proposition d'intervention ici. Qu'est-ce que j'en pense ? Je suis tout à fait d'accord avec les uns et les autres. Sur le changement climatique, quoi que l'on fasse, l'inertie est telle qu'il ne faut pas s'attendre à ce que cela change à l'échelle d'une génération ; ce que l'on a à faire est de s'adapter. Il convient d'avoir une approche globale non pas uniquement économique, mais environnementale, et aussi sociale à l'échelle d'une vallée. Pour moi qui suis géographe, c'est primordial. Donc je partage ce qui a été dit. De même que sur le fait qu'il y a des a priori et des attaques systématiques sur la neige de culture.

Ce qui m'a marquée en préparant cette intervention, c'est le fait que l'on raisonne tous ainsi. Ce qui est public, ce qui est disponible, ce sont des ratios, des moyennes, à l'échelle nationale, voire à l'échelle des massifs. Mais l'on n'a pas beaucoup de zooms à l'échelle du département, ou alors c'est administratif. En tout cas en tout cas, on ne les a surtout pas à l'échelle du bassin versant. Moi, en travaillant sur l'eau, je raisonne en bassin versant.

Je pense que l'important est vraiment de connaître les usages, bien sûr. Vous connaissez les vôtres, vous savez combien de mètres cubes vous utilisez. Les communes, c'est déjà un peu plus difficile. Celles qui ont de l'eau en régie, au forfait, parfois ne maîtrisent pas toujours exactement leurs données. Elles ont une grande quantité. Voilà, on ne sait pas ce que l'on utilise. Surtout, on connaît mal à la ressource et la disponibilité. D'où un travail à faire à l'échelle très fine.

Au cas par cas, savoir exactement d'où vient l'eau qui va remplir cette réserve collinaire. Y en a-t-il pour dix ou quinze ans si cela s'assèche ou si, au contraire, c'est une ressource très profonde et qui en a encore pour plusieurs dizaines d'années ? Que fait-on avec cette eau ? Là, on parle de neige de culture, mais dans le développement des stations - on a parlé un peu de diversification - on voit l'explosion d'un tourisme de luxe avec l'eau, avec des spas. Or, les spas consomment de l'eau potable.

La consommation d'eau potable dans les stations est bien plus importante que celle de la neige de culture. Cela, dans la communication, on ne l'entend pas. Ce n'est pas pour dire que c'est moins grave, mais c'est une différence d'usage. Il est important de savoir comment l'on utilise l'eau.

Enfin, on a parlé de mutualisation ou, je dirai, de multi-usages des réserves collinaires. Je suis tout à fait d'accord, cela ne fait que décaler dans le temps l'écoulement de l'eau. Et il n'y a pas forcément un gros besoin d'eau en aval. Alors que si l'on retient l'eau, on peut faire un soutien des débits d'étiage en été et servir les agriculteurs.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Cela m'intéresse beaucoup. L'été dernier, je ne sais pas comment cela s'est passé dans les Pyrénées, mais dans les Alpes on l'a vu. On a vu des agriculteurs qui, pour nourrir les bêtes, étaient dans une détresse folle. On a vu des hélicoptères remonter en altitude des points d'eau. On a vu des gens qui les portaient et c'était terrible, parce qu'il y avait cette problématique de besoins d'eau en plein cœur de l'été et que tous nos cours d'eau sur mon territoire qu'est le Mont-Blanc étaient complètement secs. Peut-être est-ce, là aussi, un moyen de pouvoir aider ces agriculteurs.

MARION DOUARCHE

En ayant toujours une approche est une vision globale par bassin versant. C'est pourquoi les territoires disposant de schémas d'aménagement et de gestion de l'eau, ceux qui ont établi des débits minimums biologiques pour les milieux, peuvent dire : « Tel usage pour l'eau potable ou pour l'agriculture, il faut être vigilant à tel ou tel mois. Par contre, si l'on investit sur une réserve collinaire qui sert en hiver (en avant saison) pour l'agriculture et les mois d'été pour le réseau d'irrigation par aspersion, c'est autant d'eau qui n'est pas prélevée directement dans le milieu, donc qui ne crée pas de pressions à ce niveau-là ».

Donc c'est en partageant les usages, et du coup les investissements aussi - car forcément, si l'on est plusieurs investisseurs, on est plusieurs à investir -, que l'on aura de meilleurs fonctionnements. Après, je ne suis peut-être pas complètement d'accord sur le fait qu'il faille atteindre le niveau du pourcentage d'enneigement de culture comme en Italie ou en Autriche

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Avec 45 %, on est quand même loin des chiffres des Italiens et des Autrichiens.

MARION DOUARCHE

On ne peut pas forcément comparer. On n'a pas les mêmes altitudes. Dans le taux en France, on a aussi beaucoup de stations en moyenne altitude, dans les Alpes du Sud, et l'on ne va pas rattraper l'Autriche ou la Suisse.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Certaines stations, pour des raisons climatiques, n'en ont pas besoin. La neige tient bien par exemple.

MARION DOUARCHE

Exactement. Et puis une fois que l'on a fait cette approche vraiment très précise de la ressource et de l'usage de l'eau locale, si toutefois l'on se rend compte qu'il est illusoire d'investir autant sur une réserve collinaire pour la neige de culture, peut-être que l'on peut investir sur une autre forme de tourisme.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Jean-Pierre Rougeaux est l'un des experts au nom de l'ANMSM sur ce sujet-là. Vous avez travaillé et mené des études. Quelle est votre réaction sur ce que l'on vient d'entendre ? C'est effectivement un sujet dont les maires se préoccupent beaucoup et vous avez travaillé là-dessus dans le cadre de la commission Cimes Durables que vous animez.

JEAN-PIERRE ROUGEAUX

Je pense que les premiers objectifs sont de dédramatiser le sujet et de dédiaboliser. On ne pourra décider aujourd'hui de sevrer brutalement nos vacanciers qui viennent encore à la montagne l'hiver à 80 % pour être sur des pentes enneigées et se laisser glisser. Il faut passer un cap.

Nous parlions de 2018 comme d'une année de sécheresse très importante. 1976 a été une année de sécheresse exceptionnelle, et l'on n'était pas là à en parler. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas de problèmes de neige récurrents comme aujourd'hui, c'est vrai. Si l'on est là aujourd'hui dans ce bâtiment où l'on a pu monter, c'est parce qu'en 1758, des gens ont équipé la montagne. Aujourd'hui, on ne pourrait plus y être. Ce ne serait plus fait, ce ne sera plus faisable.

Je crois que l'on est tombé dans une espèce d'attaque permanente et frontale de la part de certaines personnes qui, certainement, ont la légitimité pour le faire et pensent avoir raison.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Oui. Mais, Jean-Pierre, cela a aussi une caisse de résonance populaire. Laurent Reynaud l'a dit tout à l'heure. Quand on voit les scores des Européennes -même si ce n'est pas une élection comme une autre parce qu'il y a toujours une survalorisation du vote vert aux Européennes - c'était pareil avec Cohn-Bendit il y a longtemps -, on voit bien que dans nos vallées, dans nos piémonts, ces préoccupations environnementales, cela fait aujourd'hui 20, 22, 23, 25 % parfois de l'électorat.

JEAN-PIERRE ROUGEAUX

Alors, oui. Comme dit Laurent, il faut communiquer et expliquer. Nous étions avec Laurent à Lyon il y a quinze jours, à la DREAL, pour parler de la ressource en eau et de la neige de culture avec la Direction du Préfet de Région. Dans un document de 36 pages, une page entière parle des adjuvants que l'on pourrait mettre dans l'eau. Alors même qu'il n'y en a pas.

La retenue collinaire de Saint-François-Longchamp, il a fallu plus de 15 ans pour la faire. C'est inimaginable. Qu'est-ce qu'une retenue collinaire de 45 000 mètres cube ? Et les retenues collinaires peuvent se voir destiner plusieurs utilisations. D'abord, la neige de culture, mais ce peut être pour la pêche d'été, pour l'agriculture, pour le bétail, pour les incendies dans le sud de la France et un jour s'il le fallait pour des retenues d'eau potable, car ce n'est pas parce qu'il n'y aurait plus de neige que nous n'aurons pas de vacanciers.

Je vais vous donner des chiffres très frappants. Les fuites d'eau sur les réseaux d'eau français représentent 1,3 milliard de mètres cubes, d'après Veolia. La capacité d'eau qu'il nous faut en mètres cubes par an pour la France se situe entre 25 et 30 millions de mètres cubes. On est dans un rapport 45 à 50. Si vous faites le corollaire, cela signifie qu'avec une année de fuites d'eau, on fait entre 45 et 50 ans d'eau pour la neige de culture.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Une question très pratico-pratique. Nous en avons parlé ensemble, Pierre, pour préparer ces rencontres. On l'a vu, la problématique et le besoin des stations sont d'avoir de la neige de culture en début de saison pour ne pas rater les fêtes, mais aussi pour faire une bonne sous-couche afin de bien préparer la saison. Or, un point commun entre les Alpes et les Pyrénées est la mer Méditerranée. On s'en rend compte, la mer Méditerranée est chaude en permanence.

Je me retourne vers quelqu'un de bien plus expert que moi. Cette mer Méditerranée qui est de plus en plus chaude en fin de saison agit comme une marmite. Elle crée des courants - chez nous, dans les Alpes, le phénomène de foehn chez vous, le vent de sud - et elle retarde l'arrivée des perturbations de la neige. Elle retarde ce courant d'ouest ou nord-ouest qui va arroser bien les versants nord de nos massifs.

D'où ma question. N'est-ce pas un blocage pour avoir des températures intéressantes pour produire la neige de culture ? Avant, on produisait de la neige de culture début novembre, puis le 11 novembre, maintenant fin novembre et début décembre parce que l'on a un blocage. Et ce, depuis plusieurs années. Je crois qu'il y a un lien avec cette température de la mer Méditerranée, notamment pour les versants concernés.

PIERRE ETCHEVERS

Oui, effectivement. Un effet de la température de l'eau en Méditerranée peut jouer sur le climat, notamment dans les Alpes, mais pas seulement. Ce qui détermine au premier ordre le climat de l'Europe, de la France ainsi que des massifs alpin et pyrénéen est la situation sur l'Atlantique Nord. Il y a tout un tas d'indices que l'on étudie, que l'on voit au travers des évolutions climatiques. On regarde s'ils se modifient ou pas et ces éléments nous permettront de dire si, d'ici 20 ou 30 ans, on aura une évolution significative des températures - cela, on en est sûr -, mais éventuellement aussi des précipitations.

Je voulais revenir aussi sur la question des volumes d'eau. Les études dont je vous ai parlé tout à l'heure correspondent aux chiffres que citait Laurent Reynaud tout à l'heure. Actuellement 20 millions de mètres cubes sont utilisés pour la production de neige de culture. Dans les projections faites pour les décennies à venir, on estime qu'en 2050 les besoins pour un fonctionnement à peu près équivalent à maintenant sont entre deux à quatre fois plus qu'actuellement. Ensuite, pour 2100, les prévisions sont bien supérieures encore.

En fait, je pense que l'une des raisons des problèmes qui peuvent être rencontrés, c'est que, quelle que soit la ressource - on ne sait pas encore bien si elle va augmenter, diminuer, ou rester stable -, il y a des secteurs où les besoins vont exploser. Je pense par exemple à l'agriculture. En région Occitanie actuellement, l'agriculture consomme 250 millions de mètres cubes. Les projections sont faites. Pour l'agriculture uniquement, le besoin sera multiplié par cinq en 2050. L'agriculture sait qu'elle ne pourra pas fonctionner tel qu'elle le fait actuellement en 2050. Il lui faudra adapter le type de végétaux, etc. Des adaptations sont à faire. La consommation en eau potable, la consommation pour les loisirs, etc. En fait, il y a une pression qui augmente très fortement. Dans ce contexte, ces questions deviennent problématiques et sur lesquelles il y a des nécessités d'arbitrage.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

On entend quand même dans les propos de Pierre Etchevers que les fenêtres de froid, il y en a et il y en aura. C'est ce qu'il nous a dit. En tout cas jusqu'en 2050, pas trop d'inquiétudes, si j'ai bien compris. Je parle sous votre contrôle. Par contre, il va falloir produire plus dans un minimum de temps, et avec peut-être des compresseurs.

J'imagine que c'est un travail que nos touristes ne comprennent pas forcément. Inaugurer un télésiège, cela se voit : on fait la photo. Inaugurer une usine à neige, les touristes l'appréhendent moins. Quant à aller inaugurer de nouvelles canalisations plus grosses et turbocompresseurs pour remonter l'eau, c'est plus compliqué à expliquer. Il n'y a pas aussi besoin de relèves, de gens qui sont là peut-être pour inviter nos amis de l'office du tourisme et du secteur touristique, car c'est peut-être là que l'on va arriver demain à faire nos Noël.

LAURENT REYNAUD

Les fournisseurs vont continuer à nous accompagner avec des produits éco-conçus, avec des consommations énergétiques qui baissent. On a divisé par deux la quantité d'énergie nécessaire pour fabriquer 1 mètre cube de neige en dix ans. Voilà, c'est dans notre intérêt parce que c'est notre portefeuille et c'est dans l'intérêt de l'écologie, donc on continuera à le faire.

Après, tu as tout à fait raison quand tu dis que c'est moins bankable du point de vue de l'opinion publique, y compris en stations et y compris dans l'œil de beaucoup de délégués. Je le dis, vous êtes là, c'est l'occasion de passer ce message. Un certain nombre de délégués ont tendance à vouloir prioriser la remontée mécanique sur la neige de culture dans les programmes qu'ils demandent à leurs délégués. Nous faisons ce que l'on nous demande de faire. C'est vous qui écrivez le cahier des charges.

Même si un réseau de neige de culture se voit moins, un sous-dimensionnement est vraiment problématique pour l'équilibre économique, non seulement du domaine skiable, mais de l'ensemble de la station. Et je rappelle qu'1 euro dépensé dans le forfait de ski, ce sont 6 euros supplémentaires dépensés dans la station. Cela veut dire que, chaque fois que l'opérateur de domaines skiables se rend service en sécurisant son économie, il sécurise une économie sept fois plus grande.

Le message est le suivant : responsabilisons, nous-mêmes, à promouvoir des projets pertinents d'un point de vue touristique. La planification des investissements en station nécessite de mobiliser l'ingénierie touristique. Il y en a à Atout France, à Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme, à Savoie-Mont-Blanc, à la Confédération Pyrénéenne du Tourisme, sans aucun doute. Et bien utilisons cette ingénierie.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

C'est-à-dire, en fait, de donner toutes les chances aux projets et en les accompagnant de toutes les réflexions.

LAURENT REYNAUD

On a tous conscience que nos finances sont tendues et qu'il faut faire des choix en sécurisant le produit. Il faut de la discussion et du bon sens.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

De nombreuses structures nationales sont présentes aujourd'hui : Association Nationales des Maires des Stations de Montagne, Domaines Skiables de France. Mais seuls 25 % du territoire se situent à plus de 500 m d'altitude, à la différence de l'Italie, de l'Espagne et même du Portugal. Ainsi parfois nos sujets ne sont pas repris par la presse.

Je reprends ce qu'a dit Laurent Reynaud tout à l'heure. Peut-être faut-il impliquer plus largement vos offices du tourisme, vos communautés de communes quand vous n'avez pas la compétence touristique. Peut-être les faire rencontrer avec les délégataires. Car je crois qu'à un moment ou à un autre il y aura besoin de porter cette parole pour expliquer comment fonctionne notre site montagnard quel qu'il soit.

PATRICK PROVOST

Patrick Provost, maire de Saint-François, je représente la vallée de la Maurienne. Des SCoT ont été mis en place. Il y a besoin d'avoir une concertation effectivement avec l'ensemble des élus, en premier lieu les maires et également l'ensemble des techniciens qui nous assistent. Elus comme techniciens, il faut que l'on arrive à discuter et à être ensemble. Que l'on ait le même discours. Ensuite, quand on veut le présenter, il faut que l'on ait un projet cohérent qui soit acceptable. Effectivement, il faut que l'ensemble des personnes qui interviennent et qui décident prennent leurs responsabilités.

Il faut que l'on fasse attention. On est quand même sur une économie touristique de montagne à flux tendu. Les discussions sont tendues également. Mais il faut que l'on soit ambitieux. Comme cela a été dit sur l'ensemble des interventions, il faut rester positif. On a tout ce qu'il faut pour bien faire.

PIERRE BALME

Je souhaite apporter un complément aux propos de Marion Douarche sur la question des conflits d'usage de l'eau pour la neige de culture. Il y a quelques années, nous avons fait des schémas de conciliation : « Neige de culture et autres usages de l'eau ».

Ces schémas de conciliation conduisaient à faire une carte comme une carte des risques naturels : « Vert, tu peux prendre ; orange, tu fais attention ; rouge, tu ne prends pas ». Et je pense que c'est ce type de démarche qu'il faut suivre, parce que c'est une priorité.

Je pense que créer des retenues collinaires sera bénéfique dans quelques années. Ces retenues collinaires ne gâchent pas le paysage et au contraire l'agrémentent. Elles sont parfaitement respectueuses de l'environnement.

LIONEL FLASSEUR

Il y a un point important sur la communication. Je reviens sur la discussion que nous avons eu quant à la mise à disposition des outils d'Auvergne-Rhône-Alpes pour expliquer et faire la pédagogie. Je le redis publiquement. C'est là le premier point.

Le deuxième point, à présent. Quand on est dans l'explication, on est dans la défensive. Aujourd'hui, on parle d'un avantage compétitif. On est en train de parler, non pas de scores d'écologistes, mais de 50, 60 70 % de citoyens qui ont des aspirations pour prendre en compte cela. Donc ayons une attitude offensive, faisons de ces sujets un avantage concurrentiel par rapport à d'autres destinations. On parlait de l'Autriche, entre autres. Faisons un avantage concurrentiel, y compris de l'office du tourisme, et non une vision défensive au travers d'explications.

Ayons une approche holistique. On a parlé du rapport visiteur/visité : tout cela est la même chose. Un office du tourisme doit être en capacité d'expliquer ce point de neige de culture, l'accueil des touristes, le tri des déchets mis en place dans sa station, les hébergements, etc. C'est un tout. Cette proclamation doit être très forte, pour en faire un avantage.

JEAN-MARC SILVA

Jean-Marc Silva, France Montagnes. Une piste de réponse pour Laurent Reynaud pour la communication. J'espère que vous l'avez bien entendu ce matin, par le président. Jean-Luc Boch a présenté cette nouvelle feuille de route. On va parler des bienfaits de la montagne française pour avoir une société qui, aujourd'hui, a besoin des valeurs de la montagne. Il va bien falloir que l'on se mette tous d'accord sur nos éléments de langage pour montrer le côté raisonnable et responsable de la montagne aménagée, pour convaincre. Donc on va être obligé, par cette feuille de route, de prendre la parole. Pour ce faire, il va effectivement falloir aborder ces sujets.

C'est un élément de réponse. Quand France Montagnes va l'aborder, forcément, derrière, ce sont aussi les territoires : régions, départements et offices du tourisme. Donc là, on a un vrai beau chantier devant nous.

MARION DOUARCHE

Je suis tout à fait d'accord sur la communication. Je pense que c'est un peu difficile parfois de demander aux offices du tourisme de faire passer ce message. Souvent, ce n'est pas leur métier.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Encore que la défense ou l'explication du territoire pourraient être des missions.

MARION DOUARCHE

Je m'adresse aussi aux élus. Tout à l'heure, nous parlions de la fierté du territoire. Moi, j'ai rencontré plusieurs maires qui n'assument pas certains aspects de la montagne aménagée. Par exemple, ils vont faire le circuit de l'eau. Alors, cela va être la fontaine, le vieux moulin, mais surtout pas la station d'épuration, la réserve collinaire ou la production de neige. Alors qu'il y a un tourisme industriel qui est à développer.

Souvent, je rencontre des élus qui disent : « Non, mais le barrage, il faut qu'on le cache. La conduite doit être cachée ». Je leur réponds : « Au contraire, si vous pouviez la peindre et la faire visiter, pourquoi pas. Au moins, elle serait mieux comprise ».

XAVIER ROSEREN

Je voudrais revenir sur deux sujets très courts. L'un va avec ce que disait Pierre Balme. Je m'occupe encore, en local, de l'eau et de l'assainissement. Je suis président de ma régie, parce que l'on a encore le droit de le faire. On a une station d'épuration, sur laquelle on a le projet expérimental de récupérer les eaux pour en faire de la neige. Donc, à partir de la station d'épuration, on traite l'eau. Au lieu de la renvoyer dans l'Arves chez nous, dans notre petite rivière, on la traite.

Nous sommes aidés par l'ADEME. Nous avons des aides européennes. Et avant de lancer le projet, on se dit : « On va demander à l'ARS ». Avant que l'on ait lancé le projet, avant que l'on ait lancé l'étude, j'ai un retour de l'ARS me disant : « Faites ce que vous voulez, mais nous ne serons jamais d'accord ». C'est juste inadmissible, parce que c'est le bon sens.

Du coup, je suis allé voir notre ministre, Emmanuelle Wargon. Je lui explique. Elle me dit : « Monsieur le Député, continuez, car la réutilisation de ces eaux de stations, c'est le futur. Il faut y aller ». Donc l'administration est en train de changer. Ils ne changent pas tous à la même vitesse. J'espère que, dans l'Isère, cela changera plus vite.

Deuxième point. Il faut que maintenant, quand on étudie un projet dans une station, que ce soit une remontée mécanique ou une retenue collinaire, il faut que nos administrations arrivent à avoir une vue globale de ce qui se passe. Quand une station démonte deux appareils et m'en fait un plus vertueux, franchement, on devrait juste l'aider à aller plus vite.

ANDRÉ PLAISANCE

Il faut faire des retenues collinaires. C'est absolument indispensable. Et il ne faudrait pas qu'à l'avenir on laisse le dernier mot au Conservatoire National du Patrimoine Naturel. C'est une catastrophe. Il faudrait revenir là-dessus.

Qu'on les consulte pour avis, je suis tout à fait d'accord. Il peut y avoir des avis intéressants à exprimer. On peut les prendre en compte. Mais laisser dire oui ou dire - et c'est trop souvent le cas - non est inacceptable. Ce sont des dossiers bloqués. Il faut revenir, faire des compléments d'études. Il faut retourner voir nos Préfets. Il faut consulter le conservatoire, mais en aucun cas lui laisser le dernier mot.

Ensuite, s'agissant de l'utilisation de l'eau, ce n'est pas un sujet si compliqué que cela. Le schéma de conciliation des usages de l'eau est relativement simple. Nous avons des obligations découlant du Code de l'environnement. Il faut laisser des débits minimums pour nos ruisseaux. Nous le savons. En période de basses eaux, c'est normal, il faut laisser cela. Nous avons des obligations de distribuer l'eau à nos habitants et pour les besoins de nos exploitants agricoles. Rien de plus naturel. Et l'excédent nous permet de remplir à nouveau nos retenues collinaires. Il ne faut pas se tromper : c'est dans ce sens-là que cela marche.

Il faut donc connaître parfaitement et à tout moment sa ressource. Des dispositifs existent pour cela. La ressource fluctue en fonction des mois et des années, en fonction des précipitations pluvieuses ou neigeuses. Nous savons maîtriser tout cela. Nous appliquons cela et cela fonctionne très bien.

En France, les adjuvants n'existent pas. Il faut quand même le dire et le répéter, que l'on n'en parle plus, une bonne fois pour toutes : cela n'existe pas.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Le conflit d'usage, on l'a vu, est très limité. Il s'agit d'expliquer en quoi consiste la neige de culture. On a entendu aussi et l'on voit une inquiétude des maires sur la gestion de l'eau et l'État demande des comptes aujourd'hui sur cette gestion de l'eau.

Expliquez-nous, en tant que députée, comment vous allez pouvoir répondre à cette demande de l'État.

JEANINE DUBIÉ

Je vais vous répondre sur l'usage et la gestion partagée de l'eau. On est ici, sur ce territoire pyrénéen, à un endroit où se trouvent des barrages hydroélectriques. Je vais dire que l'usage est partagé tous les jours. Aujourd'hui, c'est une réalité. Les barrages servent à l'étiage pendant les périodes d'été. Ils servent à l'irrigation pour les cultures qui sont dans le Val d'Adour et dans le Gers. Ils servent d'écrêteur de crues.

Nous avons aujourd'hui sur nos territoires de montagne cette culture déjà d'un partage de l'eau en fonction des usages.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Le partage est aussi une solidarité du haut vers le bas.

JEANINE DUBIÉ

Oui, vous avez raison. C'est pourquoi je soutiens complètement les deux interventions qu'il y a eu sur les retenues collinaires, car ces dernières sont indispensables. Je pense également que l'on peut aussi turbiner l'eau de ces retenues à un moment donné, si nécessaire, pour produire de l'électricité comme le font nos barrages. On n'en parle pas suffisamment.

Tout à l'heure, je parlais de la production responsable de neige de culture. Ici, il y a des accords avec les énergéticiens, où l'électricité produite est essentiellement de l'électricité verte produite par l'hydroélectricité. On a la chance de les avoir à proximité.

Je pense que vous avez raison d'insister là-dessus. Vous m'interrogez sur la loi. De mon point de vue, rien n'est à rajouter en matière législative. Je trouve même que, parfois, il y en a beaucoup trop et on légifère beaucoup trop. Car, quand on légifère, on oublie juste d'effacer la page précédente. Tout se superpose. Donc je ne suis pas pour légiférer de nouveau.

J'ai envie de dire que le plus gros travail à faire sur la ressource est de ne pas gaspiller l'eau. Déjà, commençons par travailler sur les réseaux d'eau potable. Commençons par réhabiliter l'ensemble des réseaux d'eau potable qui datent, pour certains, de plus de 50 ans et qui présentent des fuites d'eau peut-être bien plus importantes en quantité.

La neige de culture a aussi obligé les stations de ski à travailler sur le biotope et sur la qualité de l'ensemencement des pistes. L'été, on nivelle, on sort les cailloux, de façon à consommer le moins de neige. Ici, tout un travail a été fait par les stations de ski des Pyrénées avec le Conservatoire Botanique Pyrénées. Ils utilisaient, en fait, des graines et semences pas du tout adaptées à la montagne. Grâce au Conservatoire Pyrénéen, ils ont travaillé sur des espèces endémiques. Aujourd'hui, ils réensemencent avec cette herbe spécifique. Il s'agit d'un cercle vertueux car, ensuite, la première neige s'y accroche mieux.

Ce travail permet aussi de préserver la biodiversité de la flore en montagne.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Si l'on revient sur la production de neige de culture, celle-ci devient une charge fixe, qui évolue évidemment selon les années. C'est en tout cas une charge à prendre en compte dans le coût d'exploitation des domaines skiables. Rappelons quand même les chiffres. 1 mètre cube d'eau exploitée, cela représente combien ?

LAURENT REYNAUD

2 euros ou 5 % du prix du forfait. En même temps, c'est la matière première, ce que l'on vend. Le paradoxe est que l'on vend un titre de remontée et que le client achète la descente. Oui, cela tourne entre 5 et maximum 10 %, selon les configurations, du prix du forfait.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

C'est difficile, car toutes les pistes n'ont pas toujours la même taille ni forcément les mêmes besoins en neige de culture. Mais très clairement, quand on entend tout à l'heure les 45 %, je sais que pour vous ce n'est pas toujours si simple à quantifier. On ne peut pas en mettre partout, mais l'on a en tout cas une recommandation de Météo-France. En tout cas, c'est ainsi qu'on l'a compris. Cela vous semble-t-il plausible ou atteignable ?

LAURENT REYNAUD

Alors, il faut se méfier de ce chiffre. Aujourd'hui, il est de 35 % de taux de couvertures. Effectivement, ceux de l'Autriche et de l'Italie sont chacun au moins deux fois plus élevés. Dire qu'une piste sur trois est couverte ne veut pas dire qu'un tiers de la neige que l'on trouve sur nos pistes est de la neige de culture, en réalité. Pourquoi ?

Quand il tombe 6 mètres de neige dans l'hiver, aux endroits équipés de neige de culture, nous ne fabriquons pas 6 mètres de neige : nous allons fabriquer à peu près 0,70 mètre de neige, et par-dessus vont venir se déposer les 6 mètres de neige, sur les zones équipées et sur les zones non équipées. Ce qui réduit évidemment la part de neige que l'on fabrique à seulement 10 % de ce qui se dépose sur les pistes.

Quand il tombe 0,10 mètre de neige sur la commune de La Clusaz, cela pose plus d'eau sur le périmètre qu'elle n'en utilisera pour la neige de culture sur l'ensemble de la saison d'hiver.

Donc, en fait, le pourcentage que nous fabriquons est très faible. C'est en cela qu'il faut aussi que nous ne venions pas présenter la neige de culture comme une arme contre le changement climatique. Car cela ne l'est pas. Si demain les températures deviennent trop souvent positives, on ne saura plus fabriquer, en tout cas en l'état actuel de la technique. Cela ne l'est pas non plus parce que notre objectif n'est pas, et ne sera jamais, de fabriquer la neige qui ne tomberait plus du ciel. Ce n'est pas cela.

Le sujet, c'est d'être capable d'offrir un minimum de couverture y compris en situation déficitaire d'enneigement. Et pour cela, il faut assez peu de neige, mais une neige dont on maîtrise le moment et l'endroit où on la fabrique. Au moment où l'on appuie sur le bouton, il n'y a qu'un endroit où l'on va la déposer et c'est peu de neige par rapport au volume total. Sur le bassin versant où pourtant l'on doit faire plus de neige que partout ailleurs en France et peut-être dans le monde, la neige de culture représente 0,1 % de la ressource en eau. Les volumes sont dérisoires.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

On termine par « Mythe et réalité de la neige de culture ». Est-il vrai ou pas que la neige de culture fond moins vite que la neige naturelle ?

LAURENT REYNAUD

On la fabrique volontairement avec des taux d'humidité beaucoup plus élevés de façon à ce qu'elle forme une sous-couche. C'est un peu notre bande anticrevaison, pour l'ensemble de l'hiver.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Nous allons donner le message et le mot de la fin à notre météorologue puisque, forcément, c'est ce qui va nous intéresser. Nous sommes au début de l'été. Je sais que les prévisions à long terme sont toujours un peu difficiles. Evidemment, faisons un clin d'œil à la météo du jour. Comment sera l'été ? Le savez-vous ?

PIERRE ETCHEVERS

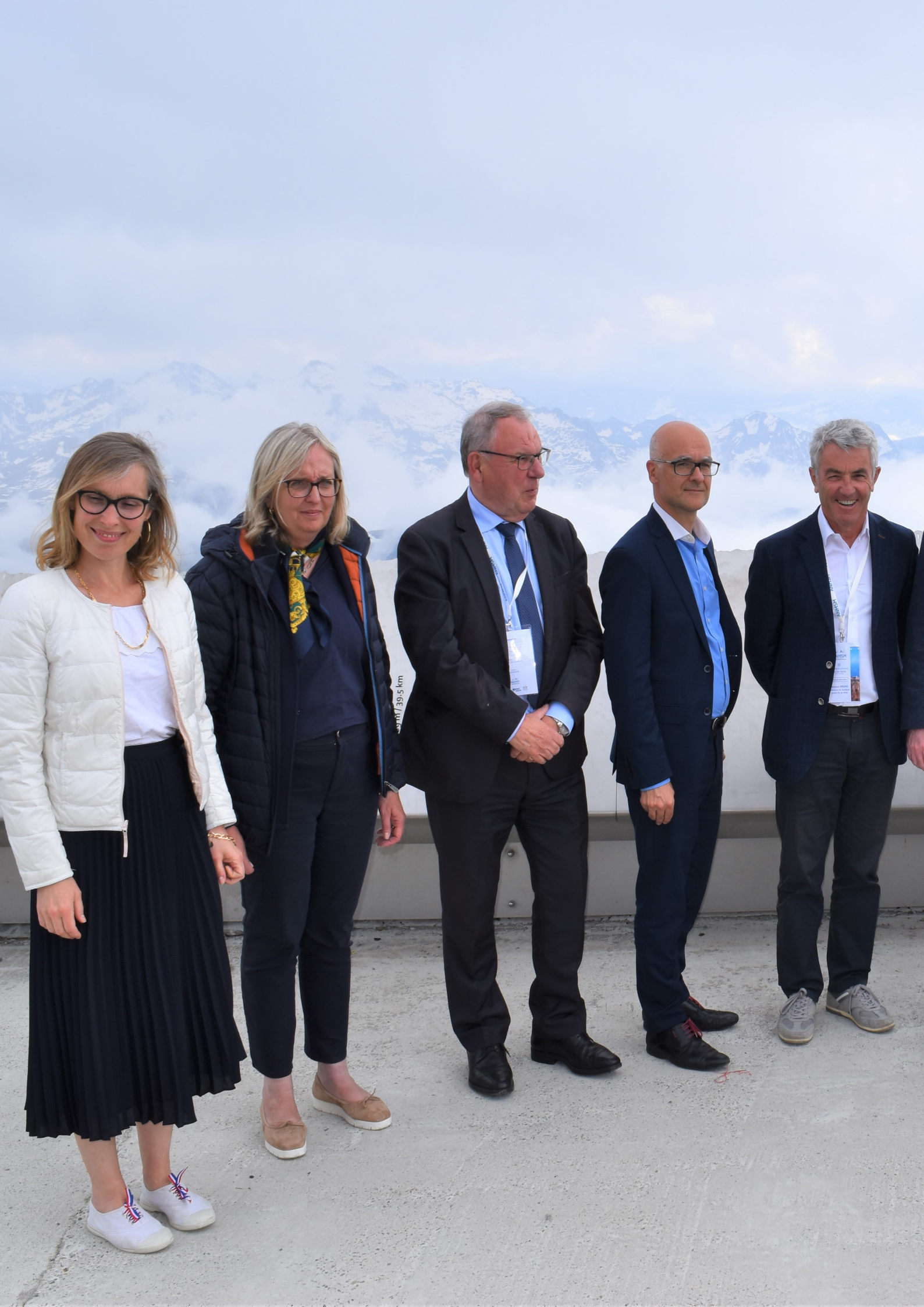
Je peux vous parler de ce que l'on fait en recherche. Actuellement, nous avons un projet européen mené par nos collègues de Grenoble en partenariat avec les stations de ski. Je n'ai plus la liste en tête, mais il y a quelques stations en France, en Autriche et en Suisse. L'objectif est d'essayer d'améliorer les prévisions notamment de chutes de neige et aussi de température, car c'est vital pour la neige de culture, et à différentes échelles de temps. Cela va de la semaine à la saison et l'on cherche, en travaillant en partenariat avec ces stations, à déterminer quelles informations pertinentes on pourrait tirer de prévisions qui bien sûr ne sont pas fiables à 100 %, mais dont on sait qu'elles amélioreraient la production et la gestion.

Selon les prévisions saisonnières de cet été, on s'attend à quelque chose de plus chaud que la normale. Donc un été plutôt chaud, et sans véritable scénario sur les précipitations.

ALEXIS-OLIVIER SBRIGLIO

Merci de ce dernier message. Je voudrais que l'on applaudisse les maires qui se sont battus pour que l'on garde encore des centres de prévisions météo à proximité des montagnes. On a besoin d'avoir des prévisionnistes de qualité, qui font un travail important aussi pour la sécurité publique. Merci beaucoup au travail que vous faites les uns et les autres.

Merci à nos intervenants pour cette table ronde particulièrement intéressante.





Architecte/Scénariste
André de Sá Morais
Fabricant :
Duteil Arnaud

Conclusion

CHARLES ANGE GINESY, PRÉSIDENT DE L'ANMSM

Monsieur le Ministre, c'est avec un immense plaisir que je vous reçois ici à l'occasion de cette Assemblée générale qui se déroule dans un climat de sérénité et de sincérité, qui fait que nos débats ont été nourris depuis hier soir.

En Conseil d'Administration d'abord, reçu par le maire de Bagnères-de-Bigorre, avec des sujets très nombreux sur lesquels je reviendrai dans quelques instants ; avec nos parlementaires, pour certains membres de notre Fil neige, et nos maires adhérents qui ont une seule politique à l'esprit, celle de la montagne.

Je sais que vous êtes un convaincu, dans le cadre de vos responsabilités, s'agissant de l'aménagement du territoire, du tourisme et de cette politique au service de la France qui possède une montagne à nul autre pareil avec des massifs exceptionnels. Ici, nous sommes dans les Pyrénées. Nous avons depuis ce matin, avec le Pic du Midi, la hauteur nécessaire pour échanger. Les tables rondes de cet après-midi ont été elles aussi nourries par des réflexions des uns et des autres qui nous permettent d'avancer.

Nous sommes ici réunis pour évoquer des sujets que vous connaissez bien, avec une préoccupation qui est une constante. Il y a longtemps que nous sommes conscients que l'exploitation de la neige est devenue quelque chose de lourd à gérer en responsabilité pénale, civile, avec des coûts d'exploitations importants qui viennent grever nos budgets. Je le dis ici en présence d'Alexandre Maulin, président de DSF.

Les maires ont appris leur métier. Ce sont des chefs d'entreprise. Les maires assument cette responsabilité avec beaucoup de détermination et de lucidité. Les maires ont compris également que nous sommes dans une modification climatique qui fait que le changement est là, que les vicissitudes de l'enneigement ne nous garantissent pas d'avoir un enneigement fiable et de qualité du début jusqu'à la fin.



Alors oui, les enneigeurs sont là pour nous aider. Et c'est pour nous la garantie qui est donnée à notre clientèle. C'est la garantie qui fait que les skieurs peuvent venir du 15 décembre au 15 avril. Je veux là-dessus dissiper un malentendu avec certains médias ou environnementalistes qui nous disent : « Vous êtes dans une fuite en avant ». Ce n'est pas le cas. Nous sécurisons un produit qui est la neige, dont on ne peut se passer pour la recette et le maintien de nos communes et, en même temps, nous sommes conscients que cet avenir peut être aléatoire. Donc ce n'est pas une fuite en avant.

Nous sommes également dans l'anticipation. Dans la transformation de nos équipements pour qu'ils puissent à la fois, lorsqu'ils sont réalisés en hiver, servir l'été ; pour que quand ils sont réalisés en été, ils puissent servir l'hiver. C'est-à-dire avoir des investissements amortis sur des temps les plus longs possible.

Les pôles d'excellence économique de territoire que sont les stations de montagne ont besoin des communes alentour, mais les communes alentour ont besoin de ces stations de montagne. Les grands ont besoin des petits aussi. Nous représentons une économie de 10 milliards d'euros, avec des devises en nombre important. Nous représentons une économie de 120 000 emplois. C'est là aussi ce que nous défendons.

Voici les messages que nous voulons vous faire passer, Monsieur le Ministre, en vous redisant tout le plaisir que j'ai à vous retrouver. Personnellement d'abord, parce que nous avons eu un parcours commun à l'Assemblée nationale. Vous retrouver aujourd'hui dans cette situation de pouvoir apporter à l'économie montagnarde tout votre savoir, sachant que vous êtes présent en particulier à Atout France.

Je reviens essentiellement sur la compétence tourisme. Nous avons demandé à faire passer ce message qu'il y ait un ministère à temps plein du tourisme.

On l'avait dit à Jean-Bernard Sempastous, à Xavier Roseren, à un certain nombre de députés. C'est pour nous important de passer ce message-là que d'avoir un ministre du Tourisme. Alors, je sais que votre implication est celle d'un ministre du Tourisme, mais ce sont peut-être les moyens qui vous manquent.

Atout France nous aide beaucoup, et son représentant est avec nous depuis hier soir. Je veux les remercier. Je veux remercier son ancien directeur, qui est son actuel président, Christian Mantéi, pour dire que nous voulons aller plus loin. Jean-Luc Boch ce matin parlait de cette participation que nous faisons avec Atout France et l'ensemble de nos partenaires qui sont des leviers financiers importants. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

La deuxième est une modification importante que nous attendons sur les compétences d'urbanisme. Les maires réclament unanimement, parce qu'ils sont des chefs d'entreprise, de pouvoir aménager leur territoire et leurs stations en fonction des impératifs auxquels chacun d'entre eux peut être confronté. Monsieur le Préfet, merci d'être là également. Nous demandons à nos préfets d'avoir cet œil et ce regard bienveillants pour nous accompagner sur ces sujets. Les difficultés sont réelles par exemple en matière d'appellation des résidences hôtelières ou concernant les zonages.

Une demande récurrente sur le plan financier est la solidarité horizontale, le fameux FPIC qui vient prendre aux plus riches d'entre nous pour donner aux plus pauvres. Les plus pauvres ne s'en plaignent forcément pas, mais les plus riches se retrouvent aujourd'hui dans une difficulté majeure, celle de rester concurrentiel. Pour pouvoir rester premier, il faut être en capacité de réinvestir. Et pour ce faire, il ne faut pas que l'argent qui provient de notre économie montagnarde soit pris pour aller ailleurs alimenter d'autres sujets.

Voilà les sujets essentiels sur lesquels nous allons continuer à travailler. Les autres sujets sont bien connus de vous : les évolutions de taxe de séjour, l'opération de restructuration de l'immobilier de loisirs. Il y a tant et tant de choses à faire pour la montagne, et tant de choses à dire, que j'ai tout simplement envie de vous dire merci d'être avec nous.

Clôture

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Monsieur le Président, cher Charles Ange, Monsieur le Préfet ; Mesdames et Messieurs les députés, cher Jean-Bernard, chère Jeanine ; chers tous ; Monsieur le Président de DSF ; les nombreux présidents, Mesdames et Messieurs les Maires. Mesdames et Messieurs les amis de la montagne, c'est un grand plaisir d'être avec vous.

Je me l'étais noté de longue date, d'une croix blanche « Pic-du-Midi, en juin », de venir et pouvoir poursuivre nos échanges.

Je sais que vous attendez des décisions. Tu as fait part, Charles Ange, d'un certain nombre de problématiques sur lesquelles vous avez des attentes. En tous les cas, je dois dire que je suis très heureux de découvrir ce site magnifique du Pic du Midi.

Vous avez décidé de mettre la montagne au sommet. J'adhère totalement à ce programme. Je suis totalement 100 % dans la ligne. Car si la montagne est au sommet, en réalité, c'est la France qui l'est. Tu l'as dit, on a un enjeu d'attractivité et de compétitivité. On a perdu cette première place de journées skiées au profit de l'Autriche. Il ne faut pas se résoudre à cela, et je sais que vous ne restez pas les deux pieds dans le même sabot, les uns et les autres.

Je suis toujours marqué par les superbes sagas familiales et territoriales qui marquent la montagne. Chaque fois, vous êtes nombreux à porter cela en héritage, à avoir cela dans l'ADN. Vous l'avez reçu et voulez le transmettre. Ce côté pionnier, sachez que c'est une énergie que vous dégagez qui n'est pas banale, et qui nous en donne aussi. Moi, je ne suis pas issu du monde de la montagne, mais j'ai appris à l'aimer en le découvrant, en parlant avec vous. Je peux vous dire que cela donne envie, justement, de renverser les montagnes pour essayer de vous donner les conditions d'exercices les plus favorables possible.

On a tous naturellement vécu des derniers mois qui ont été un petit peu agités. Le Grand Débat National est passé par là. Le Président de la République, le Premier ministre, la majorité parlementaire, je crois que l'on est tous déterminés à faire en sorte que cet acte Il soit marqué par le signe de la proximité. Cela implique aussi de redonner aux communes un certain nombre de leviers.

Je participais récemment à une réunion interministérielle autour du Premier ministre sur l'avant-projet de loi que portera Sébastien Lecornu. Appelée « Engagement et proximité ». Il vise justement à corriger un certain nombre de dispositions de la loi NOTRe qui, on le voit avec le recul, n'ont pas forcément fonctionné. Il faut savoir être humble. Il ne faut pas hésiter à corriger lorsque cela ne fonctionne pas.

De ce point de vue-là, je sais que vous portez un certain nombre de demandes en matière d'urbanisme. J'ai vu dans le projet de loi, une volonté de redonner à la commune une capacité à avoir un regard dans ses PLUi. Donc je pense qu'il serait très utile que vous puissiez être reçus par Sébastien Lecornu sur ces dispositions-là. Je lui en ferai part et je sais que tu as prévu de le solliciter.

Également, nous allons tacher de déverrouiller l'exercice de la compétence tourisme. Comme on le sait, une station est une destination parfois à elle seule. Le fait d'être dans un ensemble plus vaste, cela peut parfois être pénalisant. Donc on est en train de regarder comment redonner la main, peut-être, aux stations classées dans des EPCI classés.

Ce sont des dispositions sur lesquelles on réfléchit. C'est pourquoi nous avons lancé le Comité Stratégique du Tourisme de Montagne (CSTM). Nous nous sommes réunis une première fois en février. Vous étiez un certain nombre. C'était très riche, très dense. Le comité va se réunir sous format d'atelier le 28 juin. Je pense qu'un certain nombre d'entre vous ont d'ores et déjà reçu l'invitation. Et puis, nous nous retrouvons en plénière à nouveau au mois de septembre. Tout cela permettra de bien baliser le prochain Conseil National de la Montagne où, là, des décisions seront prises, annoncées, arbitrées. Donc on est dans ce travail collectif qui est très précieux, très utile.

On fonctionne aussi parfois par expérimentation, tout simplement parce que l'on a besoin de regarder ce que peuvent donner certaines mesures. Comme vous le savez, treize communes littorales et de montagnes sont accompagnées par Atout France sur un dispositif dans vos stations. J'ai pris connaissance d'un premier bilan intermédiaire, puisque l'expérimentation se poursuit jusqu'à la fin de l'année. Début 2020, nous aurons une bonne visibilité sur les outils et leviers devant être mobilisés pour inciter à la rénovation, à la réhabilitation. Des pistes intéressantes se sont déjà dégagées.

Je sais que, parfois, vous avez le sentiment d'avoir attendu longtemps pour porter ces remarques, ces observations, depuis cinq, dix ou quinze ans. Il faut que l'on se fixe un objectif commun, celui de profiter de cette loi « Engagement et proximité » et également de la loi de finances 2020, pour mener un certain nombre de combats et en gagner le maximum au niveau interministériel, dans nos hémicycles aussi, pour faire bouger les lignes. Parce que c'est maintenant.

J'ai envie de me mettre également dans ce que tu appelles « le fil neige ». Il réunit les parlementaires avec l'association, mais j'ai envie de m'inclure dans le fil neige pour être votre relais également au sein du Gouvernement. Même si, tu l'as dit, c'est vrai qu'il n'y a pas de ministre spécialement fléché sur le tourisme, c'est une compétence que Laurent Fabius a bien ancrée au Quai d'Orsay et que, aux côtés de Jean-Yves Le Drian, j'assume avec passion.

Je pense que pour l'instant les moyens sont trop éparpillés. Nous avons en effet un petit bout de tourisme à la DGE à Bercy, mais avec guère plus de crédit. Nous avons une Mission Tourisme au Quai d'Orsay. Nous avons Atout France. Je pense que cela aurait du sens, au niveau de l'État, de regrouper les unités Bercy et Quai d'Orsay. Par ailleurs, Atout France va déménager et il y aura de la place pour accueillir encore du monde. Je sais que des synergies se feront aussi avec les associations d'élus.

Cela aurait peut-être du sens de faire en sorte que les services, la Mission Tourisme du Quai d'Orsay puissent s'installer aussi aux côtés d'Atout France avec la DGE. Et donc, on aurait une sorte de « maison du tourisme nationale » qui pourrait être une sorte de point d'entrée unique.

Je voulais vous rassurer, car vous avez peut être lu des commentaires un peu alarmistes sur les histoires budgétaires s'agissant d'Atout France. Il y a certes une réflexion sur le réseau à l'étranger, parce qu'une partie de la mission peut être concentrée sur un certain nombre de points à l'étranger, mais il est clair que sur l'aspect de la promotion internationale on sera toujours présent. Je rends hommage à Christian Mantéï en tant que directeur général d'Atout France. Le fait que nous ayons souhaité qu'il reste à bord en étant président du Conseil d'Administration est une bonne chose. Cela va permettre un tuilage aussi avec Caroline Leboucher qui arrive, qui prend ses fonctions de directrice générale. Elle était hier dans mon bureau : je lui fixais la feuille de route. Et l'on a une ambition intacte avec des objectifs importants en matière de tourisme national et international à échéance 2020, et cela concerne naturellement la montagne.

On veut pousser les feux aussi sur le tourisme pour tous, notamment parce que l'on sait qu'un Français sur trois ne part pas en vacances. J'évoquais les jeunes et le souhait de Jean-Michel Blanquer de redonner un souffle aux classes vertes, aux classes de neige, aux colonies. On a mandaté et missionné Pascale Fontenel députée de la Sarthe qui travaille sur le tourisme, et ce sera à l'ordre du jour du prochain comité interministériel que présidera Édouard Philippe. C'est là aussi l'occasion, après que Pascal Fontenel nous ait rendu ses conclusions, de prendre des mesures pour aider au tourisme social, aux départs en vacances, à la découverte et notamment de la montagne. Car il y a un lien de cause à effet. On a tous en tête l'exemple tchèque où les jeunes, tout petits, apprennent à l'école à aller faire du ski. Ils sont parmi les nationalités qui, en proportion, skient le plus. Donc il y a vraiment un lien de cause à effet.

Le tourisme pour tous est au cœur des enjeux aussi du deuxième semestre. Je crois que le tourisme durable est clairement une tendance sur laquelle on doit s'arrimer. D'ailleurs, on doit combattre un certain nombre d'idées reçues. Certaines personnes ont tendance à cibler le tourisme de montagne et l'or blanc au regard de technologies utilisées, mais je crois qu'il y a aussi cette prise de conscience que, désormais, il faut aussi désaisonnaliser et jouer les quatre saisons. Quelque part, vous êtes une réponse à cette attente. Au moment où cette société s'accélère, on trouve dans la montagne ce que la société moderne n'offre pas à l'homme. Je crois que ce surplus d'âme, ce surplus d'humanité que vous avez par vos paysages, par l'identité véhiculée dans les différentes vallées, par cette chaleur de l'accueil, est une carte fantastique à jouer. Et pour moi, cela passe aussi, naturellement, par la montagne.

Très clairement, vous l'avez vu, nous devons travailler ensemble. Au-delà de la méthode il faut aller aux résultats parce qu'il ne s'agit pas juste de parler. Il faut que l'on puisse faire évoluer un certain nombre de dispositifs. Je pense que le moment est vraiment venu de mettre en place des leviers. Je crois que l'on a quelques mois passionnants qui s'annoncent devant nous.

Il faut bien de la volonté et de la détermination pour mener à bien des projets qui souvent sont complexes. Je vais rendre hommage aux préfets. Nous avons besoin d'eux pour faire comprendre à un certain nombre de services de l'État qu'il faut arriver à bouger les lignes sur le terrain pour mener à bien tel ou tel projet.

Véritablement, cette ambition pour la montagne, je la partage. Je veux la porter au sein du gouvernement,

être un relais le plus efficace possible. Tout cela, nous allons en parler ensemble tout à l'heure. J'ai souhaité rester effectivement pour que les uns et les autres puissiez me signaler les dossiers sur lesquels vous avez des complexités ou voyez des obstacles, vos suggestions. Que je puisse remonter avec ces éléments et que cela puisse irriguer le travail interministériel avant qu'il y ait le travail parlementaire.

Je veux rendre hommage aux parlementaires ici présents. Je les vois tous très mobilisés. Je crois qu'il y a une belle équipe de la montagne au Parlement. Effectivement, ce n'est pas une question d'étiquette : c'est une question, je crois, tout simplement de bon sens. Et c'est ce que je vous propose, un peu de bon sens, travaillons-y.

Plein de bonnes choses pour l'association, pour ce que vous accomplissez, parce que c'est important de structurer la réflexion. Vous portez auprès des pouvoirs publics un message fort et je voulais vous dire que l'on n'y ait pas insensible. Donc, très bonne continuation. Merci à vous.

CHARLES ANGE GINESY

Je voudrais, puisque notre ministre a la passion de la montagne, qu'il ait cela dans son bureau : un très beau livre sur la vie en montagne, de manière à ce qu'il n'oublie pas. Je suis persuadé qu'il n'oublie déjà pas. Mais ce livre va renforcer véritablement sa pensée vers la montagne.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

JEUDI 20 JUIN 2019
PIC DU MIDI (HAUTES-PYRÉNÉES)

